Le Courrier d'Algérie
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN
Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 euro
Dimanche 8 novembre 2026 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°6892 - 23e année

PRODUITS ALIMENTAIRES IMPORTÉS

Deux laboratoires de contrôle de la qualité installés

P 2

GHAZA



Le déluge aggrave la détresse des déplacés

P 6

NAVI PILLAY, LAURÉATE DU NOBEL DE LA PAIX 2026, SUR LE CONFLIT AU SAHARA OCCIDENTAL :

« Il ne saurait y avoir de solution hors de l'autodétermination »



Dans un entretien à la chaîne algérienne internationale AL 24 News, la juge sud-africaine a estimé qu'il ne saurait y avoir de solution juste au problème sahraoui sans le droit à l'autodétermination.

LIRE EN PAGE 3

Ph: DR

LES CHEFS DE PARTIS EN CAMPAGNE POUR LES ÉLECTIONS LOCALES

Gestion de proximité et création d'emplois, les maîtres-mots

P 3

PERSONNES AUX BESOINS SPÉCIFIQUES

Les modalités de délivrance de la nouvelle carte électronique fixées

P 4

SUPER-COUPE D'AFRIQUE

L'USM Alger à la conquête d'un deuxième sacre

P 12

LES COURSES EN DIRECT

HIPPODROME GUIRRI AISSA BENSAKER - BARIKA, CET APRÈS-MIDI À 16H00

Une épreuve propice aux surprises

P 21

CONFÉRENCE AFRICAINE DES START-UP (ACS 2026)

Plus de 25 000 participants au rendez-vous d'Alger

Placée sous le thème « Deeptech : le véritable défi », la cinquième édition de la Conférence africaine des start-up se tiendra du 5 au 7 décembre prochain à Alger.

P 5



L'ÉDITO

De quoi se mêle l'UE ?

En quoi la décision algérienne d'envoyer des unités de l'Armée nationale populaire au Niger et à la demande de ce pays concerne-t-elle, de près ou de loin, l'Union européenne ? Cet acte souverain conclu sur la base d'un accord bilatéral de défense concerne bien deux pays africains et non pas européens, non ? La question est, à l'évidence, et dans une certaine mesure, ne devrait pas se poser. Mais, paradoxalement, l'organisation des 27 a dit, sans éprouver la moindre gêne, suivre de près le déploiement de l'armée algérienne chez le voisin immédiat. Cette décision, qui répond au besoin vital de protéger les intérêts énergétiques communs aux deux pays, est mal passée à Bruxelles au point de provoquer un malaise au sein des lobby anti-algériens. La capitale européenne l'a fait savoir par le biais de l'un de ses porte-paroles pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Aussi curieux que cela puisse paraître, celui qui a été chargé de « demander des comptes » à l'Algérie est un franco-marocain qui répond au nom d'Anouar El Anouni. Ce dernier a, en effet, déclaré que l'institution européenne « suivait de près » le déploiement militaire algérien et qu'elle « attendait des éclaircissements sur la portée, l'objectif et la base de ce déploiement » ! Voilà un peu pour résumer la maladresse de l'UE qui s'arroge le droit de demander des explications sur une décision souveraine sur laquelle il n'a ni le droit de regard et ni encore moins celui d'émettre un quelconque avis ou observation. Nous les avons vus venir, toutes ces parties hostiles qui multiplient les manœuvres pour déformer la véritable mission de l'armée algérienne au Niger. Ces sorties sont loin d'être innocentes. L'Union européenne gagnerait à s'occuper de ses propres problèmes au lieu de chercher à s'immiscer dans une décision bilatérale qui concerne deux pays souverains. D'ailleurs, l'on se demande comment l'UE n'a même pas osé commenter tous les accords de défense conclus, durant toute l'année 2026, entre plusieurs pays membres signataires, pour ne citer que la France, l'Allemagne, la Norvège, la Pologne et le Royaume-Uni (hors de l'UE) ? Alors qu'elle vienne aujourd'hui fourrer son nez dans une affaire algéro-nigérienne et, plus largement, africaine ? À vouloir tenter un coup de pression sur l'Algérie, l'UE s'est tiré une balle dans le pied. Elle ne le sait peut-être pas, mais elle travaille, décidément, contre les intérêts des peuples européens. L'UE n'est pas sans savoir que ses populations dépendent d'une bonne part du gaz livré à partir de l'Afrique, algérien essentiellement et nigérian, un peu moins. Elle n'est pas non plus sans savoir que l'armée algérienne est au Niger pour sécuriser des projets énergétiques. L'UE a commis un double impair avec un sous-entendu d'ingérence manifeste à l'égard de l'Algérie.

Farid Guellil

PRODUITS ALIMENTAIRES IMPORTÉS

Deux laboratoires de contrôle de la qualité installés

Deux laboratoires de contrôle de la qualité ont été inaugurés, hier, par le Premier ministre, Sifi Ghrieb, l'un, au port d'Alger et l'autre, à l'aéroport international d'Alger.



Le Premier ministre a souligné l'importance de ces deux structures de contrôle, créées conformément aux instructions du président Abdelmadjid Tebboune, dans la protection de l'économie nationale, ainsi qu'à la santé et à la sécurité des citoyens, afin de renforcer l'économie nationale sur des bases scientifiques et modernes.

Ces deux laboratoires d'analyses constitueront "un plus et une protection pour l'économie nationale" car, a-t-il dit, ils permettront un contrôle rapide des marchandises et faciliteront leur transit, a-t-il expliqué. Il a salué aussi la contribution de divers secteurs à la concrétisation de ces structures. Au port d'Alger, la cérémonie d'inauguration s'est déroulée en présence du ministre d'État, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Brahim Merad, de la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, du ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, du ministre des Transports, Saïd Sayoud, du ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudène, du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, ainsi que du ministre, wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi.

Le but est de soumettre les différents produits aux analyses et examens nécessaires et de vérifier leur conformité aux normes et spécifications en vigueur, avant leur mise à la disposition du consommateur.

Le but est également de lutter contre la fraude. Au final, c'est la protection de la santé et de la sécurité du consommateur qui est ainsi assurée, contribuant à renforcer la confiance dans la qualité des produits commercialisés sur le marché national. Pour rappel, lors de la réunion du Conseil des ministres tenue le 7 juin 2026, qu'il a présidée, le président Tebboune a chargé le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national et le ministère de la Santé de mettre en place et de gérer des laboratoires dans l'ensemble des ports et des aéroports du pays pour assurer le contrôle des produits destinés à la consommation. Il s'agit du suivi du renforcement des mécanismes de contrôle des produits destinés à la consommation et le développement des capacités des laboratoires.

Dans cette optique, le ministère du Commerce intérieur se charge du contrôle des produits destinés à la consommation, y compris les viandes sous toutes leurs formes, tandis que le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche prend uniquement en charge le contrôle de la qualité des céréales, tous types confondus. Le président de la République a également ordonné la mise en place d'équipes spécialisées, formées par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et supervisées sur le terrain par le ministère du Commerce intérieur, pour contrôler les produits destinés à la consommation lors de leur transport sur les routes, en coordination avec les services de sécurité. De plus, le président de la République a ordonné "la poursuite inlassable de la lutte contre la fraude, phénomène qui demeure en tête des priorités, à travers l'introduction d'analyses de laboratoire approfondies permettant d'identifier l'origine de la fraude et d'appliquer la loi".

Le dispositif constitué par les laboratoires de contrôle installés dans les ports et aéroports s'ajoute aux mécanismes déjà mis en œuvre sur le terrain par les agents du ministère du Commerce intérieur concernant la qualité des produits proposés à la vente et les conditions d'hygiène.

La chasse aux marchandises non conformes ou impropres à la consommation est une de leurs principales missions. Les services de contrôle procèdent à des prélèvements d'échantillons pour analyses microbiologique et physico-chimique de produits alimentaires de large consommation, afin de s'assurer de leur conformité aux normes en vigueur.

Les résultats des opérations de contrôle montrent que le non-respect de l'obligation de propreté et d'hygiène sanitaire figure souvent en tête des infractions.

M'hamed Rebah

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Un colloque national sur les risques liés à la consommation de drogues

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemâa, a présidé, hier au Cercle national de l'Armée à Beni Messous à Alger, en compagnie du Commandant de la Gendarmerie nationale, le général-major Ali Sidane, l'ouverture des travaux d'un colloque national sur les dimensions de la consommation de drogues et de substances psychotropes à la lumière des dispositions de la loi n 26-09 portant Code de la route.

La cérémonie d'ouverture de ce colloque, organisé par l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLCDT), en collaboration avec le Commandement de la Gendarmerie nationale, s'est déroulée en présence du premier président de la Cour suprême, Tahar Mamouni, du secrétaire général du ministère de la Défense nationale, le général-major Mohamed Salah Benbicha, et du directeur général des douanes, le général-major Abdelhafid Bakhouche.

Ont également pris part à cette rencontre, placée sous le slogan : « La sécurité routière est la responsabilité de tous... Non aux drogues... Ensemble pour protéger la vie des usagers de la route», des représentants de plusieurs départements ministériels et d'institutions et d'organismes nationaux concernés, aux côtés d'experts et de spécialistes en la matière. Ce colloque s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action de la Stratégie nationale de lutte contre la drogue et les psychotropes 2025-2029. Il intervient également en réponse aux défis croissants liés aux accidents de la route provoqués par la conduite sous l'emprise de drogues et de psychotropes, des substances qui altèrent les capacités mentales, sensorielles et motrices des conducteurs.

Ce colloque offre un espace scientifique et institutionnel d'échanges autour des dimensions sanitaire, scientifique, sécuritaire, juridique et préventive de ce phénomène, permettant ainsi d'évaluer les nouveautés législatives introduites par la loi n 26-09 portant Code de la route et de se pencher sur les effets neuropsychologiques de la consommation de ces substances, les mécanismes de dépistage et d'analyse toxicologique, les défis opérationnels liés à la lutte contre ce fléau, ainsi que sur les moyens de renforcer la coordination institutionnelle et de développer les mécanismes de sensibilisation, de veille et de suivi entre les différents secteurs concernés.

Sarah O.

LA LIVRAISON S'EST FAITE EN OCTOBRE DERNIER

L'Allemagne nous a acheté 74 000 tonnes de GNL

Dans un contexte de préparation du marché européen à la saison hivernale, l'Algérie a exporté une nouvelle cargaison de gaz naturel liquéfié vers l'Allemagne en octobre dernier. En effet, l'Allemagne a importé 74 000 tonnes de GNL algérien durant le mois d'octobre 2026, selon les données rapportées par la plateforme spécialisée Attaqa. Il s'agit de la deuxième cargaison de gaz liquéfié algérien réceptionnée par le pays européen, après une première livraison de 50 000 tonnes effectuée trois mois auparavant. Cette nouvelle livraison intervient alors que les pays européens cherchent à sécuriser leurs approvisionnements avant l'hiver. Les niveaux de stockage restent en effet inférieurs aux objectifs fixés. En Allemagne, le taux de remplissage des réserves de gaz s'établissait à 60,2 % au 5 novembre, contre un objectif de 80 %. Les difficultés d'approvisionnement sur les marchés internationaux, accentuées par les perturbations liées à la crise du détroit d'Ormuz au Moyen-Orient, compliquent également le remplissage des installations de stockage. À l'échelle européenne, le taux moyen de remplissage des réserves était de 74 %, son niveau le plus bas depuis 2013. La livraison d'octobre s'inscrit dans le cadre du développement des échanges gaziers entre Alger et Berlin. Un premier contrat d'exportation de GNL algérien vers l'Allemagne avait été signé en février 2024, à l'occasion de la visite en Algérie de Robert Habeck, alors vice-chancelier et ministre allemand de l'Économie et de la Protection du climat. La première cargaison algérienne avait quitté le complexe de liquéfaction de Béthioua en juin 2026 à bord du méthanier Tessala, appartenant à Sonatrach. Elle avait atteint, le 8 juillet, le terminal flottant de regazéification Wilhelmshaven 1. Les deux pays ont également convenu de renforcer leur coopération dans ce domaine. En juillet dernier, la société allemande VNG a signé un nouvel accord avec Sonatrach prévoyant une augmentation des volumes de GNL destinés au marché allemand à partir du 1er janvier 2027. Cette coopération intervient dans le cadre de la diversification des sources d'approvisionnement de l'Allemagne, qui a réduit sa dépendance au gaz russe acheminé par gazoduc. Sur l'ensemble du marché allemand, les importations de GNL ont atteint 433 000 tonnes en octobre 2026, en baisse de 27 % sur un an. En revanche, sur les dix premiers mois de l'année, elles ont progressé de 20 %, à 6,6 millions de tonnes, contre 5,5 millions durant la même période de 2025. Ce volume rapproche le pays de son record annuel de 7,1 millions de tonnes enregistré l'année dernière.

L. Zeggane

SALON DENTAIRE (ADEX)

La 3e édition s'ouvrira à Alger mercredi prochain

Le Palais des Expositions de la SAFEX à Alger accueillera, le mercredi prochain, la troisième édition du salon Algeria Dental Expo (ADEX), avec la participation de 164 exposants et la représentation de 510 marques spécialisées dans le secteur dentaire. Après le succès de sa précédente édition, qui avait enregistré la participation de plus de 70 exposants ainsi qu'une importante affluence professionnelle, l'ADEX revient cette année avec des ambitions renforcées, tablant sur quelque 7000 visiteurs. Cette nouvelle édition prévoit également un programme scientifique comprenant 62 conférences et ateliers, animés par des experts du secteur, offrant aux professionnels l'occasion de s'informer sur les dernières évolutions, innovations et pratiques dans le domaine dentaire. Le salon couvre plusieurs spécialités et activités liées au secteur, notamment le matériel et l'instrumentation dentaires, l'orthodontie, l'implantologie, la prothèse, l'hygiène bucco-dentaire et les consommables. L'événement se veut également un espace d'échanges et de rencontres professionnelles, favorisant les contacts entre praticiens, fabricants, distributeurs et autres acteurs du secteur, ainsi que la mise en place de partenariats et de nouvelles opportunités d'affaires. À noter que les inscriptions à cette troisième édition sont ouvertes aux professionnels intéressés.

L. Z.

DEPUIS LE PORT DE DJEN DJEN

50 000 tonnes de fer exportées vers l'Allemagne

Une quantité de 50 000 tonnes de fer à réduction directe à froid (C-DRI – Cold Direct Reduced Iron) ont été expédiées, depuis le port de Djen Djen, dans la wilaya de Jijel, à destination de l'Allemagne, et ce dans le cadre des exportations algériennes de produits sidérurgiques vers les marchés étrangers.

L'opération, réalisée au profit de la société MED International Holding SPA, a été effectuée le lundi 2 novembre en cours à bord du navire « BULK PRUDENCE », à destination du port de Hansaport, à Hambourg. Selon un communiqué de l'entreprise portuaire, « l'opération a enregistré une cadence de chargement de 18975 tonnes en moins de 24 heures, jeudi dernier ». Cette performance est attribuée à « la disponibilité opérationnelle du port, l'efficacité de la coordination entre les différents intervenants, ainsi que la compétence des ressources humaines et les moyens logistiques mobilisés pour réussir des opérations de grande envergure », a précisé la même source.

L. Z.

NAVI PILLAY, LAURÉATE DU NOBEL DE LA PAIX 2026, SUR LA QUESTION SAHRAOUIE :

« Il ne saurait y avoir de solution hors de l'autodétermination »

Dans un entretien à la chaîne algérienne internationale AL 24 News, la juge sud-africaine, lauréate du Nobel de la paix 2026 et présidente de la Commission internationale indépendante d'enquête sur les territoires palestiniens occupés, Navi Pillay, a estimé qu'il ne saurait y avoir de solution juste au problème sahraoui sans le droit à l'autodétermination.


Ph : DR

Elle a exprimé son profond regret que la crise ne soit qu'un conflit de longue date qui pèse sur le peuple sahraoui, affirmant qu' « il n'y a aucune solution à l'horizon dans un avenir proche ». Elle a précisé dans ce cadre que la mobilisation pour le soutien du droit du peuple sahraoui devrait s'intensifier appelant dans ce contexte, "à ne pas baisser les bras et à poursuivre le soutien absolu au droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination, exhortant à davantage d'action collective et de lutte continue entre les gouvernements et la société civile pour rendre les revendications populaires claires et manifestes devant les instances internationales". Elle a rappelé dans ce cadre que le dossier relève d'une question de « colonisation », un sujet inscrit de manière permanente à l'ordre du jour des Nations unies et du Conseil de sécurité, qui a discuté de ce dossier récemment.

Abordant le travail de la Cour pénale internationale, Mme Pillay a mis en garde contre le danger de l'intervention de pays dotés d'une forte influence dans les cours de la justice internationale, considérant que cette intervention suscite une vive inquiétude face aux attaques dont fait l'objet la souveraineté du droit international. Cette attitude est partagée par de nombreuses personnalités politiques du monde entier qui estiment que les entraves mises en place par les anciennes puissances coloniales et les USA pour bloquer le travail de la Cour pénale internationale sur le génocide actuellement en cours en Palestine sont une atteinte au droit international.

LE DROIT DU VÉTO « DOIT ÊTRE REPENSÉ »

Elle a affirmé que les peuples du monde ne recherchent pas seulement la paix, "mais aspirent à trois éléments ensemble : la paix, la justice et la responsabilité, notant que la convention sur le génocide oblige chaque État à prévenir ce crime majeur partout où il se produit.

Dans ses réponses, Mme Pilay a passé en revue sa carrière professionnelle qui s'étend sur 60 ans, considérant sa nomination et l'obtention de son prix Nobel comme une étape vers le traitement de l'injustice résultant de la discrimination persistante contre les femmes, étant la seule femme parmi cinq personnalités en Afrique du Sud à avoir reçu cet honneur (le prix Nobel de la paix ndlr).

Abordant l'incapacité du Conseil de sécurité de l'ONU a être un outil pour la promotion de la paix dans le monde, elle a estimé que le recours de certains états membres au véto pour protéger leurs alliés est une atteinte aux aspirations des peuples à un monde justice. Elle a appelé dans ce contexte à réformer le mécanisme du "veto" et à ne pas l'utiliser en cas de violations graves des droits humains. Une position partagée par l'ensemble des pays qui militent pour une refonte de l'ONU et ses institutions. Abordant la question de la Palestine, elle a défendu le rapport de la commission d'enquête qui a conclu qu'un génocide avait lieu - et continue d'avoir lieu - dans la bande de Ghaza, sur la base d'un ensemble de preuves collectées pendant deux ans. Elle a expliqué lors de son passage dans l'émission "Noktat Irtikaz" de AL 24 News, que la conclusion juridique de la commission s'est appuyée sur les discours de haine et le ciblage direct des civils par les dirigeants israéliens, précisant que les autorités israéliennes ont empêché la commission de se rendre dans les territoires palestiniens pour enquêter sur ce qui s'y passait, qualifiant ce comportement d' "illégal". Elle fera remarquer que la commission d'enquête s'est appuyée sur son travail sur le témoignage de témoins ayant quitté Israël, dont des médecins venus à Genève pour apporter les preuves d'un génocide perpete contre la population palestinienne notamment les enfants. Mme Pilay a ajouté que les conclusions de la commission d'enquête sont laissées à la Cour internationale de justice qui examine actuellement la plainte déposée par l'Afrique du Sud, soulignant que, "les rapports de la commission ont une autorité et une crédibilité élevées en raison de son expérience passée en tant que juge au Tribunal pénal international pour le Rwanda".

« RIEN N'EMPÊCHERA LA CPI DE POURSUIVRE SON TRAVAIL SUR LE GÉNOCIDE À GHAZA »

Mme Pilay a conclu son intervention en déclarant que le fond de la cause palestinienne représentée par l'occupation illégale, rappelant la position du président Nelson Mandela selon laquelle l'Afrique du Sud ne jouira pas pleinement de sa liberté tant que les Palestiniens n'auront pas obtenu leurs libertés. Elle a également cité en exemple la fin du régime de l'apartheid dans son pays grâce à l' "action collective des gens" qui ont refusé de tolérer le racisme institutionnel, soulignant que ce type de lutte collective est le garant de l'arrachement des droits. Les réponses de Mme Pilay laissent croire que malgré toutes les sanctions décidées par l'administration Trump contre la CPI et les membres de la commission qui a enquêté sur le genocide actuellement en cours à Ghaza, les magistrats de cette institution poursuivent inlassablement leur travail d'investigation pour étayer le dossier de l'accusation qui permettra non seulement de confondre Israël mais aussi de traduire les auteurs de crimes de guerre et contre l'humanité devant la justice internationale.

Slimane B.

LES CHEFS DE PARTIS EN CAMPAGNE POUR LES ÉLECTIONS LOCALES

Gestion de proximité et création d'emploi, les maîtres-mots

La campagne électorale pour les élections des Assemblées populaires communales et de wilayas, prévues le 28 novembre prochain, se poursuit à travers plusieurs wilayas du pays, avec les sorties de chefs de partis politiques sur le terrain.

Au deuxième jour de cette campagne, les responsables politiques ont notamment insisté sur la nécessité de renforcer les moyens des communes, de promouvoir une gestion fondée sur la compétence et la transparence, de créer des opportunités d'emploi et d'associer davantage les citoyens à la prise de décision. À Mascara, la présidente du parti Tajamoue Amel Djazaïr (TAJ), Fatima-Zohra Zerouati, a plaidé, lors d'une activité de proximité organisée au centre-ville d'Oued El-Abtal, pour un changement qualitatif dans la conception et la gestion des affaires communales. Elle a estimé que les collectivités locales doivent adopter de nouveaux modes de gestion, à même de répondre aux aspirations des citoyens et de favoriser un développement local durable. Dans cette perspective, elle a expliqué que le programme électoral de son parti repose sur le soutien au développement local, à travers la réalisation de projets prioritaires répondant aux besoins essentiels des populations. Elle a également appelé les citoyens à participer massivement au prochain scrutin afin de poursuivre les efforts de développement au niveau des communes et des wilayas.

POUR PLUS DE POSTES D'EMPLOIS

À Alger, la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune, a présenté les grandes orientations du programme de sa formation, à l'occasion de la session ordinaire du bureau politique du parti. Elle a indiqué que le PT aborde cette échéance avec un programme unifié pour les APC et les APW, visant à assurer une meilleure prise en charge des préoccupations quotidiennes des citoyens. Parmi les principales propositions avancées, elle a notamment cité l'augmentation du nombre de postes d'emploi, le relèvement des budgets des communes et la mise en place de mécanismes permettant aux collectivités de répondre plus efficacement aux besoins des populations. Elle a également insisté sur la préservation du pouvoir d'achat, saluant, à ce titre, certaines mesures prévues dans le projet de loi de finances 2027, notamment celles relatives à la revalorisation des salaires, à l'emploi et à l'encouragement de l'industrie agroalimentaire.

RESTAURER LA CONFIANCE AVEC LE CITOYEN

De son côté, le président du mouvement El-Bina El-Watani, Abdelkader Bengrina, qui animait un meeting populaire à Sétif, a appelé à faire de cette compétition électorale une confrontation de programmes et de compétences plutôt qu'une simple course aux voix. Il a estimé que la véritable bataille consiste à gagner la confiance des citoyens en présentant les meilleures propositions et en s'engageant à répondre à leurs préoccupations et à leurs aspirations. Il a également plaidé pour une forte participation citoyenne, considérée comme un facteur essentiel pour améliorer les performances des futures assemblées élues. À Chlef, le secrétaire général adjoint du Front El-Moustakbal, Hadj Belghaouti, intervenant lors d'un meeting populaire en représentation du président du parti, Fateh Boutbig, a mis l'accent sur la nécessité de bâtir des communes fortes en faisant du citoyen un véritable partenaire dans la prise de décision et le suivi des projets de développement. Il a notamment insisté sur l'amélioration du service public, la lutte contre la bureaucratie et le renforcement de la transparence, tout en appelant à ancrer une culture de concertation, de participation et de responsabilité dans la gestion locale.

INVESTIR DANS LES RÉGIONS FRONTALIÈRES

Dans le Sud du pays, le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abdelâali Hassani Cherif, a consacré son intervention à la question du développement des régions frontalières. Depuis la wilaya d'El-Oued, il a souligné que la valorisation des opportunités d'investissement dans ces régions constitue une condition importante pour parvenir à un développement durable. Il a estimé que cet objectif nécessite l'élection d'Assemblées communales et de wilayas composées de compétences disposant d'une expérience en matière de gestion administrative et financière, capables de relever les défis auxquels ces régions sont confrontées et de répondre aux enjeux de la période actuelle.

La modernisation de la gestion communale à travers la numérisation a, pour sa part, constitué le principal axe de l'intervention du président du parti Sawt Echaâb, Lamine Osmani. Lors d'une activité de proximité organisée dans la commune des Eucalyptus, à Alger, il a considéré que la construction d'un État fort, doté d'institutions efficaces, commence au niveau de la commune, en tant que structure administrative la plus proche du citoyen. Il a ainsi appelé à un changement profond des mentalités et des pratiques politiques, en misant notamment sur la numérisation pour mettre en place des communes modernes et améliorer leur fonctionnement.

LA COLLECTIVITÉ DEVRAIT SE PRENDRE EN CHARGE

À Tamanrasset, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Monder Bouden, a appelé les futures assemblées élues à jouer un rôle concret dans l'impulsion du développement local. Lors d'un meeting populaire organisé à la maison de la Culture, il a souligné que les citoyens attendent beaucoup des élus locaux, ce qui impose, selon lui, une coordination permanente avec les acteurs de la société civile pour concrétiser les différents programmes de développement. Il a également appelé les futurs élus à prendre l'initiative de lancer des projets générateurs d'emplois, estimant que cette démarche contribuerait à améliorer le quotidien des citoyens et à renforcer leur pouvoir d'achat. Le responsable du RND a, par ailleurs, rappelé l'attention accordée par l'État à la région de Tamanrasset, à travers la réalisation de plusieurs projets stratégiques. Il avait animé auparavant un meeting similaire dans la wilaya d'In Guezzam.

Enfin, à Biskra, le président du parti El-Karama, Mohamed Daoui, a insisté, lors d'un rassemblement populaire organisé dans la commune de Zeribet El-Oued, sur l'importance d'une participation massive aux élections locales. Il a appelé les électeurs à choisir des candidats capables de prendre en charge leurs préoccupations et de concrétiser leurs aspirations aux différents niveaux, particulièrement dans le domaine de la gestion des affaires locales.

Sarah O.

PERSONNES AUX BESOINS SPÉCIFIQUES

Les modalités de délivrance de la nouvelle carte électronique fixées

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a fixé à 30 jours maximum le délai de délivrance de la nouvelle carte électronique destinée aux personnes aux besoins spécifiques.



Si cette mesure vient encadrer les modalités d'obtention de ce document, le délai retenu peut néanmoins paraître relativement long pour les bénéficiaires, notamment dans un contexte où la dématérialisation des démarches administratives a franchi des étapes importantes. En effet, un arrêté ministériel signé le 16 septembre 2026 par la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, et publié au dernier numéro du Journal officiel, précise les conditions et modalités d'attribution de cette carte, ses caractéristiques techniques, sa durée de validité ainsi que les procédures de remplacement en cas de perte, de vol ou de détérioration. En vertu de ce texte, la carte doit être délivrée par le directeur chargé de l'action sociale de la wilaya à la personne concernée ou à son représentant légal, dans un délai maximum de 30 jours à compter du dépôt du dossier médical et administratif. Une période qui pourrait sembler contraignante pour certains bénéficiaires, particulièrement ceux qui ont perdu leur ancienne carte et doivent attendre l'établissement de leur nouveau document électronique.

UNE VALIDITÉ DE CINQ ANS ET UN REMPLACEMENT ENCADRÉ

Sur le plan technique, le ministère a opté pour un modèle électronique unifié, numéroté et doté d'un code QR contenant des données cryptées relatives à la personne bénéficiaire. Ce code pourra être lu à l'aide de tout appareil équipé d'un système de capture d'images et d'une application dédiée. La durée de validité de la carte est, quant à elle, fixée à 5 ans à compter de sa date d'établissement. Le texte prévoit également des dispositions particulières en cas de perte, de vol ou de détérioration. Dans ces situations, une deuxième copie doit être délivrée dans un délai maximum de 15 jours à compter du dépôt de la demande. Le bénéficiaire devra toutefois présenter une déclaration de perte ou de vol auprès des services de sécurité compétents, tandis qu'une déclaration sur l'honneur précisant les circonstances de la détérioration sera exigée dans le troisième cas. Par ailleurs, l'arrêté prévoit le maintien de la validité des anciennes cartes établies selon le précédent modèle jusqu'à la remise de la nouvelle carte électronique à leurs détenteurs. Ainsi, le passage au nouveau format n'entraîne pas l'annulation immédiate des documents actuellement en circulation. Enfin, en cas de changement de résidence, la personne concernée ou son représentant légal doit en informer les services de la direction de l'action sociale de sa wilaya de résidence initiale. Ces derniers sont tenus de transférer le dossier médical et administratif vers la direction territorialement compétente dans un délai maximal de 15 jours, afin de permettre la délivrance d'une nouvelle carte selon les procédures en vigueur.

Ania N.

OBÉSITÉ EN ALGERIE

L'alimentation rapide et les boissons sucrées montrées du doigt

L'obésité passe de plus en plus comme un véritable problème de santé publique en Algérie, sur fond de changements des habitudes alimentaires et de progression de la consommation de produits trop riches en sucres et en matières grasses. Malgré les alertes répétées du corps médical sur les risques liés à ces comportements, la restauration rapide continue de gagner du terrain, avec la multiplication des commerces spécialisés dans les différentes wilayas du pays. Cette évolution contraste avec la richesse des traditions culinaires algériennes et la présence, dans certaines grandes villes, d'espaces de restauration traditionnelle qui ont longtemps fait partie du paysage commercial et gastronomique. Le phénomène intervient alors que les professionnels de la santé ne cessent de tirer la sonnette d'alarme sur les conséquences d'une alimentation déséquilibrée, notamment la consommation excessive de boissons à forte teneur en sucre et de repas issus de la restauration rapide. S'exprimant à l'occasion du congrès annuel de l'Association algérienne de l'obésité et des maladies métaboliques (SAOMM), organisé jeudi dernier à Alger, le ministre de la Santé, le professeur Mohamed Seddik Aït Messaoudène, a rappelé que l'obésité n'est plus une simple prise de poids, mais une maladie chronique, complexe et multifactorielle, constituant l'un des principaux défis de santé publique.

PLUS DE 37 % DES ÉTUDIANTS CONCERNÉS

Les chiffres présentés à cette occasion sont particulièrement révélateurs. Une étude réalisée par l'association, en collaboration avec l'Institut national de santé publique, auprès d'un échantillon de 1 062 étudiants universitaires, révèle que 37,4% d'entre eux sont en surpoids ou obèses, dont 11,3% souffrent d'obésité. Le ministre a également souligné les liens étroits entre l'obésité et plusieurs maladies chroniques, notamment le diabète de type 2, l'hypertension artérielle, les maladies cardiovasculaires et les affections hépatiques. Face à cette situation, il a plaidé pour une prise en charge globale reposant sur la prévention, le dépistage précoce, le suivi nutritionnel, l'accompagnement psychologique et l'activité physique, ainsi que sur les traitements médicamenteux ou chirurgicaux lorsque cela est nécessaire. Il a également mis en avant l'expérience des deux unités spécialisées dans la prise en charge de l'obésité de l'établissement public hospitalier Djilali Belkhenchir, appelant à valoriser cette expérience et à envisager son extension à l'échelle nationale.

A. N.

INTOXICATIONS AU MONOXYDE DE CARBONE

Les gestes qui peuvent sauver des vies !

Avec le retour du froid et la remise en marche des appareils de chauffage, la vérification des installations domestiques devient une priorité. Chaque année, les intoxications au monoxyde de carbone rappellent les dangers liés aux équipements défectueux, au manque d'entretien et à une mauvaise ventilation des logements. La Protection civile renouvelle ainsi ses appels à la vigilance et insiste sur l'importance des gestes de prévention.

Dans les foyers, les préparatifs hivernaux commencent progressivement. Chauffages, radiateurs et chauffe-eau sont remis en service après plusieurs mois d'inactivité. Mais avant de les rallumer, un contrôle s'impose. Dépoussiérage, vérification des tuyaux et des raccordements, inspection des conduits d'évacuation et contrôle du fonctionnement des appareils figurent parmi les précautions indispensables. Pour les spécialistes, ces précautions ne doivent toutefois pas se limiter à un simple entretien domestique. Les chauffagistes recommandent de faire contrôler les appareils par des professionnels qualifiés, notamment les brûleurs, les raccordements, les conduits d'évacuation et les systèmes de ventilation. Une installation défectueuse ou une évacuation obstruée peut en effet favoriser l'accumulation du monoxyde de carbone, un gaz toxique, invisible et inodore, susceptible de provoquer des intoxications mortelles.

QUE FAIRE !

Face à ces risques, la Protection civile a lancé, dès le 6 octobre dernier à M'sila, une campagne nationale de sensibilisation sous le slogan « Pour un hiver en toute sécurité ». Les chiffres communiqués par la Direction générale de la Protection civile témoignent de la gravité du phénomène. Durant les neuf premiers mois de 2026, 238 interventions ont été enregistrées, permettant de secourir et d'assister 712 personnes, tandis que 81 décès ont malheureusement été déplorés.

Le capitaine Zohir Benamzal, chargé de la communication à la Direction générale de la Protection civile, rappelle la nécessité de vérifier régulièrement les appareils de chauffage et les chauffe-eau, de ne jamais obstruer les ouvertures d'aération et de s'assurer que les gaz brûlés sont correctement évacués vers l'extérieur.

Il recommande également d'aérer quotidiennement les logements pendant au moins dix minutes, même par temps froid, et de ne jamais utiliser une cuisinière ou un four pour chauffer une pièce. L'installation de détecteurs de monoxyde de carbone constitue, par ailleurs, une précaution supplémentaire. Enfin, l'apparition de maux de tête, de vertiges, de nausées ou de difficultés respiratoires doit immédiatement alerter les occupants. En cas de suspicion d'intoxication, il faut quitter les lieux, aérer sans s'exposer au danger et contacter les secours depuis l'extérieur en composant le 14 ou le numéro vert 1021. Au-delà du confort thermique, la préparation de l'hiver passe donc avant tout par la sécurisation des installations et l'adoption de réflexes simples, qui peuvent sauver des vies.

A. N.

Une femme décède à Réghaïa

Une femme âgée de 42 ans a trouvé la mort et deux autres personnes ont été intoxiquées au monoxyde de carbone, hier, à la suite d'émanations de gaz provenant d'un chauffe-eau dans un domicile situé au quartier Faoussi, dans la commune de Réghaïa, relevant de la circonscription administrative de Rouiba. Selon les services de la Protection civile, leurs équipes sont intervenues à la suite de cet accident d'intoxication au monoxyde de carbone (CO). La victime a été transférée à la morgue, tandis que les deux autres personnes ont reçu les premiers secours avant d'être évacuées vers l'hôpital local.

A. N.

LUTTE CONTRE LA DROGUE

Plus de 211 kg de kif traité et un montant de 320 000 DA et de 1750 euros saisis à Oran

La brigade mobile relevant de l'Inspection divisionnaire des douanes d'Oran extérieur, en coordination avec un détachement de l'Armée nationale populaire, a procédé à la saisie de 211,066 kg de kif traité et à l'arrestation de sept personnes, a indiqué un communiqué de la direction générale des Douanes. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts continus de lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, a précisé la même source, ajoutant qu' « elle a également permis la saisie d'une somme d'argent de 320 000 DA et de 1750 euros ». L'opération a également donné lieu à « la saisie de cinq véhicules touristiques et de deux motocyclettes, ainsi qu'à l'arrestation de sept personnes suspectées d'être impliquées dans cette affaire ». Les personnes arrêtées ont été présentées devant le procureur de la République près le tribunal d'Oran, a conclu le communiqué.

L. Zeggane

CONFÉRENCE AFRICAINE DES START-UP (ACS 2026)

Plus de 25 000 participants au rendez-vous d'Alger

Placée sous le thème « Deeptech : le véritable défi », la cinquième édition de la Conférence africaine des start-up se tiendra du 5 au 7 décembre prochain à Alger. Consacré aux technologies de pointe, cet événement réunira plus de 25 000 participants, dont des investisseurs, des experts internationaux et des représentants de gouvernements africains, avec pour objectif de renforcer les partenariats technologiques et de stimuler les investissements dans l'innovation à l'échelle continentale.



Ph : DR

L'Algérie accueillera, du 5 au 7 décembre 2026, la cinquième édition de la Conférence africaine des start-ups, qui sera consacrée aux technologies de pointe (Deeptech), un secteur qui connaît une progression rapide à l'échelle internationale. Cette édition ambitionne notamment de consolider les partenariats entre les pays africains et de favoriser l'émergence de nouvelles opportunités d'investissement dans les technologies innovantes. S'exprimant lors d'une conférence de presse organisée hier au Palais de la culture Moufdi-Zakaria, le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a indiqué que cette rencontre, prévue au Palais des conférences Abdelatif-Rahal à Alger, constituera une occasion pour les start-ups algériennes de bénéficier de l'expertise de plus de 100 spécialistes internationaux dans le domaine des technologies émergentes. Selon le ministre, ces experts pourront contribuer à l'établissement de partenariats avec des acteurs étrangers et accompagner les entreprises algériennes dans leur accès aux marchés internationaux. Intitulée « Deeptech : le véritable défi » (Deeptech: The Real Challenge), cette édition intervient dans un contexte marqué par l'accélération du développement de l'écosystème africain des technologies de pointe. À ce titre, Noureddine Ouadah a souligné que les financements consacrés à ce secteur sur le continent sont passés de 86 millions de dollars en 2015 à 1,2 milliard de dollars en 2023, faisant de la Deeptech l'un des domaines les plus dynamiques en Afrique, selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Le ministre a également présenté cette conférence comme un mécanisme stratégique destiné à favoriser l'échange d'expériences, à concrétiser les politiques publiques et à traduire les décisions souveraines de l'Union africaine en initiatives opérationnelles. Son adoption officielle par l'organisation continentale lui confère, a-t-il relevé, une dimension africaine particulière.

PLUS DE 40 MINISTRES AFRICAINS

Le choix de la thématique de cette cinquième édition s'inscrit dans la stratégie du secteur de l'Économie de la connaissance visant à promouvoir des solutions innovantes aux principaux défis auxquels fait face le continent, notamment en matière de développement des infrastructures, de construction des routes et de réalisation des grands projets structurants. L'événement devrait enregistrer une participation officielle et diplomatique d'envergure, avec la présence de plus de 40 ministres africains chargés des start-up et des économies de la connaissance, ainsi que des représentants de l'Union africaine et de grandes organisations internationales.

Cette mobilisation institutionnelle traduit, selon le ministre, la volonté de rapprocher la décision politique de la vision technologique, afin de permettre aux start-up africaines de surmonter les obstacles traditionnels et de renforcer leur présence sur les marchés mondiaux. Répondant aux questions des journalistes, Noureddine Ouadah est également revenu sur l'ouverture internationale des précédentes éditions, qui ont accueilli des délégations de Corée du Sud, de Suisse, des États-Unis, du Royaume-Uni et d'Allemagne, ainsi qu'une importante participation russe lors des dernières éditions.

Cette diversité de partenaires constitue, a-t-il estimé, une opportunité pour les investisseurs étrangers de découvrir le potentiel du marché africain et de nouer des relations durables avec les entrepreneurs locaux.

LE FINANCEMENT AU CŒUR DES ENJEUX

Abordant la question du financement, le ministre a identifié l'accès aux capitaux comme l'un des principaux défis auxquels sont confrontées les start-up africaines. Dans cette perspective, la conférence prévoit de réunir plus de 150 investisseurs nationaux et internationaux autour des porteurs de projets innovants. Les précédentes éditions ont déjà permis l'émergence de plusieurs réussites, notamment des start-ups algériennes ayant réussi à mobiliser des financements dépassant les 5 millions de dollars.

L'objectif de cette nouvelle édition est de multiplier les opportunités de ce type et de permettre à davantage d'entreprises africaines de mobiliser des capitaux importants pour accélérer leur croissance. Revenant sur la thématique centrale de la rencontre, Noureddine Ouadah a expliqué que les technologies de pointe reposent essentiellement sur une recherche scientifique approfondie et sur le rôle des universités en tant que principaux pôles d'incubation de l'innovation. Cette orientation vise à dépasser les solutions superficielles et les applications de consommation courante pour privilégier des secteurs stratégiques tels que l'agriculture, l'énergie et la santé.

Une démarche qui devrait contribuer à renforcer la souveraineté technologique africaine et à réduire la dépendance du continent vis-à-vis de l'étranger. Pour le ministre, la Conférence africaine des start-ups dépasse ainsi le cadre d'une simple rencontre professionnelle pour s'affirmer comme un mécanisme continental destiné à transformer les idées innovantes en réalisations économiques concrètes et à renforcer la place de l'Afrique sur la carte mondiale des technologies.

À noter que cette manifestation se veut une plateforme stratégique réunissant les décideurs du secteur technologique, les investisseurs et les start-ups africaines, y compris celles ayant atteint des niveaux de croissance et de valorisation particulièrement élevés, à l'image des entreprises valorisées à plus d'un milliard de dollars.

Cette cinquième édition devrait accueillir plus de 25 000 participants, parmi lesquels des fondateurs de start-up africaines spécialisées dans les technologies de pointe, plus de 150 investisseurs issus de fonds de capital-risque et d'autres structures d'investissement opérant sur le continent, ainsi que plus de 100 experts internationaux dans les domaines des technologies émergentes et de l'intelligence artificielle, issus de plus de cinq pôles technologiques africains.

M. Seghilani

« AST FESTIVAL »

Djezzy réaffirme son engagement en faveur de l'innovation technologique

Clôturé aujourd'hui à l'École nationale supérieure des technologies des systèmes autonomes de Sidi Abdellah, l'AST Festival a réuni des étudiants de différentes universités autour de 14 compétitions consacrées à la robotique, à l'ingénierie, à la programmation et à l'innovation. Djezzy a pris part à la cérémonie de lancement de l'AST Festival, organisée le 5 novembre à l'École Nationale Supérieure des Technologies des Systèmes Autonomes (ENSTSA), au pôle scientifique et technologique de Sidi Abdellah. Cet événement, qui s'est achevé ce dimanche 8 novembre, a rassemblé des étudiants issus de plusieurs universités algériennes autour des technologies émergentes et de l'innovation. Organisée en partenariat avec l'Autonomous Systems Technologies Club (AST Club) et l'ENSTSA, cette manifestation s'est imposée comme un espace de compétition, d'échange et de valorisation des compétences des jeunes dans des domaines technologiques d'avenir. Au programme de cette édition, 14 compétitions dédiées notamment à la robotique, à l'ingénierie et à la programmation, ainsi que des espaces d'exposition et diverses activités destinées à mettre en lumière le potentiel et la créativité des participants. Ces derniers ont ainsi eu l'occasion de concevoir, de développer et de présenter leurs projets, tout en confrontant leurs connaissances et leur savoir-faire. La clôture du festival, intervenue dimanche 8 novembre, a été marquée par une cérémonie de remise des prix et de distinction des lauréats des différentes compétitions, récompensant ainsi les projets les plus remarquables et les compétences mises en avant tout au long de cette manifestation. À travers son soutien à cette initiative, Djezzy réaffirme son engagement en faveur du développement de l'écosystème numérique et technologique national et de l'émergence de nouvelles compétences dans les secteurs d'avenir. Ce partenariat illustre également la volonté de l'opérateur de renforcer les passerelles entre les milieux académique et professionnel, en encourageant le partage d'expertise, les échanges et la valorisation du potentiel des jeunes talents algériens.

M. S.

CHIRURGIE DE LA PROSTATE

L'Algérie introduit la technique HoLEP au laser Holmium

L'Algérie a réalisé, vendredi matin, ses premières interventions chirurgicales pour le traitement de l'hypertrophie bénigne de la prostate par laser Holmium (HoLEP), à l'établissement hospitalier de la Sûreté nationale « Bachir Ben Deha », à Alger. Ces opérations ont été réalisées sous la supervision du professeur espagnol Fernando Gómez Sancha, l'un des principaux développeurs de cette technique à l'échelle mondiale. Les interventions ont mobilisé des équipements et des technologies médicales modernes adaptés à ce type de chirurgie.

Les différentes étapes des opérations ont été suivies, par visioconférence, par des médecins de la Sûreté nationale exerçant dans les établissements hospitaliers régionaux d'Oran et de Sidi Bel-Abbès. Plus de 100 urologues algériens ont également assisté en direct aux interventions depuis l'hôtel Mercure, en coordination avec l'Association algérienne des urologues. La technique HoLEP (énucléation de la prostate au laser Holmium) figure parmi les méthodes chirurgicales modernes utilisées dans le traitement de l'hypertrophie bénigne de la prostate.

Elle consiste à utiliser le laser pour libérer les tissus prostatiques hypertrophiés et les retirer par voie endoscopique en un seul bloc. Cette rencontre médicale, qui s'est déroulé sur deux jours au sein de l'établissement hospitalier de la Sûreté nationale, s'inscrit dans le cadre des efforts de la Direction générale de la Sûreté nationale visant à suivre les évolutions de la médecine et à tirer profit des expertises internationales spécialisées, afin de renforcer la prise en charge sanitaire de ses personnels et d'améliorer la qualité des soins prodigués aux patients en Algérie.

Ania N.

POUR LA FORMATION ET LES VISITES ACADÉMIQUES

L'université d'Alger 3 en partenariat avec l'établissement britannique « Albion Via Education »

Le recteur de l'Université d'Alger 3, le professeur Khaled Rouaski, a signé une convention de partenariat avec le directeur de l'établissement britannique « Albion Via Education », Dr Hassen Lounis, en présence du vice-recteur chargé des relations extérieures, le professeur Zakaria Hussein, dans le cadre du renforcement et de la valorisation des relations de coopération ainsi que de l'ouverture de l'université sur son environnement extérieur. Cette convention vise notamment à organiser des sessions de formation et des visites académiques au profit des enseignants et des personnels de l'université, ainsi qu'à développer leurs compétences en anglais académique et dans les domaines professionnels, en collaboration avec des universités britanniques partenaires.

L. Z.

DES DIZAINES DE MILLIERS DE TENTES SUBMERGÉES

Le déluge aggrave la détresse des déplacés à Ghaza

Les premières pluies de la saison hivernale ont déjà plongé des centaines de milliers de Palestiniens déplacés dans une nouvelle épreuve humanitaire.



Ph : DR

Dès les premières heures de la dépression météorologique qui a touché la bande de Ghaza vendredi soir, des dizaines de milliers de tentes ont été inondées, laissant leurs occupants exposés au froid, aux vents violents et aux intempéries. Une situation dramatique qui intervient alors que les infrastructures du territoire sont largement détruites et que les besoins en matière d'hébergement restent considérables. Les premières précipitations accompagnées d'orages et de fortes rafales de vent ont provoqué l'inondation de nombreux camps de déplacés, particulièrement dans le centre et le sud de l'enclave palestinienne. Selon des sources locales, les eaux pluviales se sont infiltrées dans les tentes, submergeant les matelas, les couvertures et les maigres effets personnels des familles, contraintes de tenter de sauver ce qui leur reste, sans disposer d'un autre abri. Le Bureau des médias du gouvernement à Ghaza a indiqué que près de 70 000 tentes, abritant des dizaines de milliers de déplacés, ont été inondées en seulement douze heures après le début de la dépression météorologique. Le bilan fait également état de l'effondrement de plusieurs dizaines de murs, provoquant des blessures de gravité variable, dont certaines graves, dans différentes régions du territoire. Le même organisme a mis en garde contre le risque d'effondrement de dizaines de bâtiments fissurés et fragilisés par les bombardements israéliens menés durant près de trois années de guerre génocidaire. Les précipitations et les vents violents accentuent désormais les risques d'effondrement, menaçant directement la vie des habitants et des familles déplacées. Les pertes matérielles directes préliminaires provoqués par cette dépression sont estimées à près de trois millions de dollars, selon le Bureau des médias gouvernemental, qui tient l'occupant sioniste pour entièrement responsable de cette catastrophe, en raison notamment de la fermeture persistante des points de passage et de l'interdiction d'acheminer les équipements d'hébergement et les matériaux de reconstruction indispensables.

1 500 APPELS À L'AIDE

L'ampleur de la situation se reflète également dans les chiffres communiqués par la Défense civile. Celle-ci a annoncé avoir reçu plus de 1 500 appels de détresse de familles palestiniennes dont les tentes et les centres d'hébergement ont été endommagés dans les différentes provinces de l'enclave depuis le début de la dépression météorologique. Dans un communiqué publié samedi, l'organisme a fait état de l'inondation de camps entiers à travers plusieurs régions et villes de Ghaza, sous l'effet des fortes précipitations enregistrées depuis les premières heures de la journée. Des milliers de déplacés, parmi lesquels des femmes et des enfants, sont ainsi exposés à des risques importants, alors que les eaux emportent ou envahissent leurs abris de fortune. La Défense civile a souligné que l'ampleur de la catastrophe dépasse ses capacités d'intervention, en raison du manque aigu de moyens, d'équipements et d'engins nécessaires au pompage des eaux pluviales. Elle a appelé à une mobilisation des institutions locales et internationales ainsi qu'à l'acheminement urgent de matériel, de carburant et de fournitures humanitaires afin de permettre aux équipes de secours de répondre aux appels des familles sinistrées.

260 000 NOUVELLES TENTES NÉCESSAIRES

La dégradation des conditions météorologiques met en évidence la fragilité des structures d'hébergement dans le territoire palestinien, où des centaines de milliers de familles continuent de vivre dans des installations provisoires, souvent usées et endommagées par les déplacements successifs et les conditions climatiques. Le conseiller du Bureau des médias gouvernemental à Ghaza, Tayssir Mohaysen, a alerté sur l'aggravation de la crise humanitaire à l'approche de l'hiver. Il a affirmé que le territoire avait un besoin urgent de 260 000 nouvelles tentes pour remplacer celles devenues inutilisables après près de trois années d'utilisation. Selon lui, la majorité des tentes installées dans les camps de déplacés ont perdu leur capacité à résister aux pluies et aux vents, leurs toiles étant fortement détériorées. Des milliers de familles se retrouvent ainsi à découvert ou dans des abris envahis par les eaux, sans possibilité de trouver un logement de remplacement. Le responsable a également révélé que plus de 2 000 habitations menacent de s'effondrer sous l'effet des intempéries. Certaines familles déplacées ont été contraintes de trouver refuge dans ces bâtiments endommagés, faute d'autres solutions d'hébergement, s'exposant ainsi à un danger imminent. La saturation des structures fragilisées par les eaux de pluie, combinée aux vents violents, pourrait provoquer des effondrements soudains et faire de nouvelles victimes. Les déplacés se retrouvent ainsi face à une alternative particulièrement dramatique : rester dans des tentes incapables de les protéger des intempéries ou se réfugier dans des bâtiments fissurés susceptibles de s'effondrer à tout moment.

PLUS DE 1 000 SITES MENACÉS PAR LES INONDATIONS

Les risques ne se limitent pas aux dégâts déjà enregistrés. Ils concernent également l'ensemble des sites d'hébergement qui accueillent les populations déplacées à travers le territoire. Le coordinateur général du Réseau des organisations non gouvernementales à Ghaza, Mohammed Saleha, a averti que plus de 1 000 sites de déplacés étaient exposés aux inondations. Environ 1,1 million de personnes vivent dans ces installations, tandis que près de 240 000 familles se trouvent dans des zones susceptibles d'être submergées. Cette vulnérabilité s'explique notamment par l'implantation de nombreux camps dans des zones basses, dépourvues d'infrastructures adaptées à l'évacuation des eaux pluviales. La commission chargée des urgences hivernales avait, pour sa part, signalé la présence d'environ 7 800 tentes dans des zones particulièrement dangereuses. Des estimations humanitaires publiées au début du mois de novembre faisaient également état de la nécessité de remplacer près de 162 000 tentes, dans un contexte marqué par une pénurie de bâches, de matériaux de protection et d'équipements d'hébergement.

DES INFRASTRUCTURES DÉTRUITES

À cette situation s'ajoute la destruction massive des infrastructures, notamment des réseaux d'assainissement et d'évacuation des eaux pluviales, à la suite de la guerre génocidaire menée contre la bande de Ghaza. Les routes endommagées ou obstruées par les décombres, les réseaux d'assainissement hors service et les capacités opérationnelles limitées des municipalités compliquent considérablement les interventions. Les eaux stagnantes s'accumulent ainsi à proximité des tentes et des centres d'hébergement, augmentant les risques d'inondation. Tayssir Mohaysen a notamment insisté sur la nécessité d'autoriser l'entrée des engins lourds, des équipements de pompage et des moyens nécessaires au renforcement des camps de déplacés. Il a également alerté sur les risques sanitaires liés au mélange des eaux pluviales et des eaux usées, conséquence de la destruction de la majorité des réseaux d'assainissement. Cette situation favorise la propagation des maladies et des épidémies dans des camps densément peuplés, où les familles sont déjà privées des conditions sanitaires les plus élémentaires. La commission des urgences hivernales a, dans ce contexte, lancé un plan de préparation et de réponse pour la saison 2026-2027, parallèlement à la campagne nationale « Ensemble pour un hiver sûr ». Elle a toutefois averti que la dégradation des infrastructures, l'état précaire des abris et le manque de carburant et d'équipements annoncent une saison particulièrement difficile.

LES POPULATIONS LES PLUS VULNÉRABLES EN PREMIÈRE LIGNE

Les conséquences des intempéries pèsent particulièrement sur les enfants, les femmes, les personnes âgées et les malades, déjà confrontés à des conditions de vie extrêmement précaires. L'exposition prolongée au froid et à l'humidité, le sommeil sur des matelas trempés ainsi que le manque de vêtements et de couvertures adaptés augmentent les risques de maladies, notamment chez les enfants. Les patients nécessitant des conditions d'hébergement appropriées et un suivi médical régulier sont également particulièrement exposés, dans un contexte où le système de santé continue de subir les conséquences de la guerre et le manque de fournitures médicales. Face à cette situation, les besoins humanitaires dépassent largement la simple distribution de couvertures et de vêtements d'hiver. Ils nécessitent une intervention globale comprenant l'acheminement de nouvelles tentes, de bâches imperméables, de matelas et de matériaux isolants, mais aussi l'aménagement des sites de déplacement, la création de canaux d'évacuation des eaux et la mise à disposition de pompes et d'engins de déblaiement. Les municipalités et la Défense civile ont également besoin de carburant et d'équipements pour renforcer leurs capacités d'intervention face aux urgences météorologiques.

LA POURSUITE DE L'AGRESSION ALOURDIT LE BILAN HUMAIN

Parallèlement à cette catastrophe liée aux intempéries, le ministère de la Santé de Ghaza a annoncé, samedi, l'arrivée de dix martyrs et de 22 blessés dans les hôpitaux du territoire au cours des dernières 48 heures, à la suite de la poursuite de l'agression sioniste. Dans son bilan statistique quotidien, le ministère a précisé que six martyrs avaient été récemment recensés, tandis que deux autres avaient succombé à leurs blessures et que les corps de deux victimes avaient été extraits des décombres. Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 11 octobre 2025, le bilan s'est alourdi à 1 610 martyrs et 5 819 blessés, tandis que les corps de 849 martyrs ont été extraits des décombres. Depuis le début de l'agression israélienne, le 7 octobre 2023, le nombre total de martyrs s'élève désormais à 74 640, tandis que celui des blessés atteint 175 947, selon les données du ministère.

SILENCE ASSOURDISSANT DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Face à l'aggravation de la situation, le porte-parole du mouvement de résistance palestinienne Hamas, Hazem Qassem, a dénoncé une catastrophe humanitaire qui constitue, selon lui, une « tache de honte » pour la communauté internationale, incapable de contraindre l'occupant sioniste à lever le blocus imposé à Ghaza. Il a estimé que la responsabilité de cette tragédie incombe non seulement à l'occupant, mais également aux instances internationales concernées, notamment le Conseil de la paix et son représentant, Nikolay Mladenov, qu'il accuse de ne pas avoir rempli son rôle en garantissant l'acheminement des aides humanitaires et de secours. Le responsable a appelé les médiateurs à assumer pleinement leurs responsabilités et à veiller à l'application des accords conclus, notamment en contraignant l'occupant à autoriser l'entrée des aides humanitaires et des matériaux d'hébergement en quantités suffisantes pour atténuer les souffrances de la population. Il a également exhorté la Ligue arabe à engager une action urgente et efficace pour empêcher l'aggravation de la catastrophe humanitaire et sauver les habitants de l'enclave. De son côté, le Bureau des médias gouvernemental a appelé la communauté internationale ainsi que les organisations onusiennes et humanitaires à intervenir immédiatement pour fournir les équipements d'hébergement, les moyens de protection et les produits indispensables à la survie des déplacés. Alors que les précipitations risquent de se poursuivre avec l'arrivée de nouvelles perturbations météorologiques, les premières inondations illustrent une nouvelle fois l'ampleur de la tragédie vécue par les Palestiniens de Ghaza. Trois ans après le début de la guerre génocidaire, des centaines de milliers de personnes demeurent privés de leurs maisons et contraintes d'affronter l'hiver sous des tentes fragilisées, sur des terrains inondables et au milieu des ruines. Pour ces familles, la pluie, habituellement synonyme de vie, est désormais devenue une menace supplémentaire, dans un territoire où l'absence d'abris sûrs et la destruction des infrastructures transforment chaque épisode météorologique en une nouvelle épreuve de survie. ***M. Seghilani***

CISJORDANIE OCCUPÉE

Intenses incursions militaires israéliennes

Les forces d'occupation israéliennes ont intensifié, samedi à l'aube, leurs incursions militaires dans plusieurs villes et localités de la Cisjordanie occupée et d'El-Qods, procédant à des perquisitions de domiciles, à des arrestations et à des tirs à balles réelles contre les habitants.



Ph : DR

Parallèlement, des colons ont multiplié les agressions contre des agriculteurs palestiniens dans le gouvernorat de Naplouse, s'emparant de récoltes et de matériel agricole et détruisant des infrastructures d'irrigation. À Jénine, trois Palestiniens ont été arrêtés lors d'une incursion des forces d'occupation dans le quartier d'Al-Marah et aux abords du rond-point Ayache. Les soldats ont également investi le secteur des logements de l'Université arabe américaine, au sud de la ville. À Naplouse, les forces d'occupation ont fait irruption dans le camp d'Askar al-Jadid, à l'est de la ville, où elles ont perquisitionné plusieurs habitations avant d'arrêter le jeune Omar Charqaoui. Elles ont également investi le camp de Balata, également à l'est de Naplouse, fouillant plusieurs maisons et saccageant leur contenu. Les incursions se sont également étendues à d'autres régions. À El-Qods occupée, les forces d'occupation ont pénétré dans le camp de Qalandiya, au nord de la ville, et tiré à balles réelles en direction des habitants, provoquant un climat de tension dans le secteur. À Ramallah, elles ont investi le camp d'Al-Amari, au sud de la ville, tandis qu'à Tulkarem, une incursion a été menée dans le quartier d'Iktaba, où les soldats ont perquisitionné un immeuble résidentiel. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre de l'intensification des interventions militaires menées par les forces d'occupation dans les villes, localités et camps de Cisjordanie occupée, accompagnées de campagnes d'arrestations, de perquisitions domiciliaires, de tirs et de restrictions imposées aux habitants.

LES COLONS S'EN PRENNENT AUX RÉCOLTES AGRICOLES

Dans le même temps, des colons ont attaqué, samedi matin, des agriculteurs palestiniens dans plusieurs secteurs de la campagne de Naplouse, au nord de la Cisjordanie occupée. Ils ont notamment dérobé des récoltes et du matériel agricole, tout en sabotant des réseaux d'irrigation, portant ainsi atteinte aux moyens de subsistance des populations rurales. Selon l'organisation palestinienne de défense des droits humains «Al-Baydar », des colons ont agressé des agriculteurs dans le secteur d'Al-Dhahra, dans la localité de Beita, au sud de Naplouse, s'emparant de leur récolte d'olives ainsi que de plusieurs équipements agricoles. Ces actes ont occasionné des pertes matérielles et aggravé les difficultés des exploitants en pleine saison de cueillette des olives. L'organisation a souligné que cette attaque intervient dans un contexte de multiplication des agressions visant les terres agricoles et leurs propriétaires, marquées notamment par le vol des récoltes et les pertes économiques qui en découlent. Dans une autre agression, des colons se sont emparés de la totalité de la récolte de bananes dans les exploitations agricoles de la région d'Al-Masoudiya, au nord-ouest de Naplouse. Ils ont également détruit le réseau d'irrigation utilisé par les agriculteurs, causant d'importants dégâts aux terres et aux infrastructures nécessaires à leur exploitation. L'organisation Al-Baydar a estimé que le vol des récoltes et la destruction des systèmes d'irrigation constituent une atteinte directe aux agriculteurs, dont les revenus et la subsistance des familles dépendent essentiellement de leurs terres. Elle a averti que la répétition de ces agressions alourdit leurs charges économiques et menace leur capacité à poursuivre leur activité agricole. Elle a, en outre, appelé à assurer la protection des agriculteurs et de leurs biens, à garantir leur accès en toute sécurité à leurs terres et à leur permettre de les exploiter sans menace ni agression.

Ces attaques s'inscrivent dans une escalade persistante des violences des colons dans les villes et villages de Cisjordanie occupée.

Celles-ci ciblent régulièrement les habitations, les propriétés privées et les terres agricoles palestiniennes, à travers des vols de récoltes, des incendies volontaires et des actes de sabotage des infrastructures, menaçant directement les moyens de subsistance des habitants et leur présence sur leurs terres. Cette recrudescence des violations est également illustrée par le bilan du mois d'octobre dernier. Selon le Centre palestinien « Maata », 15 303 violations ont été recensées en Cisjordanie occupée et à El-Qods, commises par les forces d'occupation et les colons, soit une hausse d'environ 97 % par rapport au mois précédent.

M. Seghilani

SAHARA OCCIDENTAL

Appel à la création d'un mécanisme international de surveillance des droits humains

L'Instance sahraouie contre l'occupation marocaine (ISACOM) a appelé les Nations unies à mettre en place, dans les plus brefs délais, un mécanisme international indépendant chargé de surveiller, de documenter et d'enquêter sur les violations des droits de l'Homme dans les territoires occupés du Sahara occidental. Dans un communiqué, l'instance a exprimé sa vive inquiétude quant au sort des prisonniers politiques sahraouis et des victimes de disparition forcée. Elle a, dans ce contexte, réclamé des garanties de procès équitables, la libération immédiate des détenus politiques ainsi que la protection des défenseurs des droits humains et des témoins contre toute forme de représailles de la part de la puissance occupante. L'ISACOM a également réaffirmé l'urgence de garantir au peuple sahraoui l'exercice de son droit inaliénable à l'autodétermination, soulignant que ce droit fondamental ne saurait faire l'objet de négociations ni être remplacé par des solutions unilatérales imposées. L'instance a, par ailleurs, exhorté l'ONU à assumer pleinement ses responsabilités juridiques en garantissant un accès sans restriction aux territoires occupés du Sahara occidental aux observateurs internationaux et aux représentants de la presse, afin de mettre fin au black-out médiatique qui entoure la situation dans le territoire. Dénonçant également le pillage continu des ressources naturelles sahraouies en l'absence du consentement du peuple sahraoui, l'ISACOM a appelé la communauté internationale à prendre les mesures nécessaires pour faire respecter le droit international humanitaire et mettre un terme à ces pratiques. Enfin, l'instance a insisté sur le fait que toute réorganisation de la présence des Nations unies sur le terrain ne doit, en aucun cas, se traduire par un affaiblissement de la protection internationale accordée aux civils sahraouis. Cette protection demeure, selon elle, indispensable dans le cadre du processus de décolonisation du Sahara occidental.

M. S.

CATASTROPHE SANITAIRE A GHAZA

Le ministère palestinien de la Santé met en garde

Le ministère palestinien de la Santé a mis en garde contre les risques croissants de propagation des maladies infectieuses et les menaces pesant sur la vie des personnes les plus vulnérables dans les camps de réfugiés dans la bande de Ghaza, notamment à l'approche de l'hiver. Dans un communiqué publié samedi, le ministère a souligné que "cette situation s'inscrit dans une crise sanitaire et humanitaire complexe, marquée par les conséquences des destructions massives des infrastructures et des réseaux d'eau et d'assainissement, l'accumulation des déchets, le manque d'eau potable et de produits d'hygiène et la surpopulation extrême dans les centres d'hébergement", notant que "cette combinaison de facteurs accroît les risques sanitaires pour la population et crée des conditions propices à la propagation des maladies". Il a expliqué que l'exposition prolongée au froid et à l'humidité dans des tentes délabrées, conjuguée à la surpopulation et à une mauvaise ventilation, augmente les risques de transmission des infections respiratoires, notamment la grippe et les pneumonies, et expose à de graves complications, particulièrement chez les enfants, les nourrissons, les personnes âgées et les malades, en raison du manque de moyens de chauffage, de vêtements et de couvertures hivernales. Le ministre a averti, à cet égard, que l'accumulation des déchets, la propagation des eaux usées et l'absence de services d'hygiène et de lutte contre les nuisibles favorisent la prolifération des rongeurs et des insectes, augmentent les risques de contamination de l'eau et des aliments et facilitent la transmission des maladies, indiquant également que "le mélange des eaux de pluie aux eaux usées et leur infiltration dans les lieux d'hébergement accroissent les risques de diarrhées aiguës, d'infections intestinales et de maladies cutanées, et font craindre des épidémies difficiles à contenir dans les conditions actuelles". Relevant que ces souffrances s'aggravent avec les déplacements répétés, la perte des abris et des biens essentiels, ainsi que l'interruption du suivi médical régulier et des traitements destinés aux personnes atteintes de maladies chroniques, il a renouvelé son appel "à une action internationale urgente et efficace afin de garantir l'acheminement d'abris temporaires sûrs, de tentes résistantes à la pluie et au vent, de matériaux d'isolation et de chauffage, de couvertures et de vêtements d'hiver, ainsi que la fourniture d'eau potable et de produits d'hygiène".

R. I.

EL-QODS OCCUPÉE

Les forces d'occupation interdisent une soirée artistique au théâtre Al-Hakawati

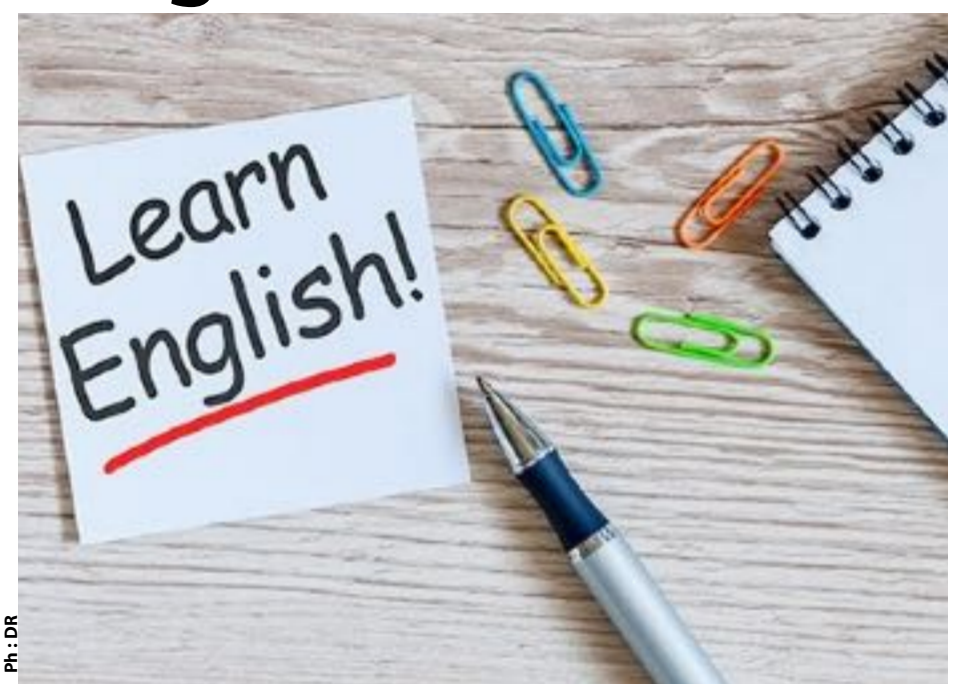
Les autorités d'occupation israéliennes ont interdit, jeudi soir, la tenue d'une soirée artistique au théâtre Al-Hakawati, dans la ville d'El-Qods occupée, en application d'une décision du ministre israélien de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir. Selon la province d'El-Qods, les forces d'occupation ont pris d'assaut le théâtre et annulé la soirée qui devait être organisée par le Forum des jeunes du patrimoine d'El-Qods. Les participants ont ensuite été contraints de quitter les lieux. La province a dénoncé une nouvelle mesure s'inscrivant dans une série d'actions ciblant les institutions palestiniennes de la ville, ainsi que leurs activités culturelles et patrimoniales. Elle a estimé que ces pratiques visent à effacer l'identité nationale et culturelle palestinienne et à réduire sa présence dans la capitale occupée. Cette interdiction intervient dans un contexte de restrictions persistantes imposées aux institutions culturelles et sociales palestiniennes d'El-Qods, notamment à travers le ciblage des manifestations artistiques et patrimoniales et l'imposition de contraintes à l'organisation d'activités publiques. Ces mesures soumettent les institutions de la ville à des pressions croissantes, limitant leur capacité à organiser des événements et à poursuivre leur mission de préservation de l'identité culturelle et de la présence nationale palestiniennes.

M. S.

ORAN. TOURISME

60 guides formés en langue anglaise

Dans l'optique de rehausser la qualité des prestations touristiques et d'offrir un accompagnement répondant aux standards internationaux, la Direction du tourisme et de l'artisanat de la wilaya d'Oran lancera , à partir d'aujourd'hui, une session de formation en langue anglaise au profit de 60 guides locaux. Une initiative stratégique pour le rayonnement du patrimoine national.



Ph : DR

La professionnalisation du secteur touristique se poursuit dans la capitale de l'Ouest. À partir du 8 novembre en cours, soixante guides touristiques bénéficieront d'un programme d'apprentissage en langue anglaise, sous l'égide de la Direction du tourisme et de l'artisanat de la wilaya d'Oran. Afin de garantir l'efficacité et l'adaptation de ce cursus, une évaluation préalable du niveau linguistique des bénéficiaires a été menée mardi dernier au Centre de formation et d'apprentissage professionnels "Larbi Krim", situé à Es-Seddikia.

Cette dynamique de qualification s'inscrit en droite ligne avec les directives du ministère du Tourisme et de l'Artisanat. Elle se concrétise grâce à la mise en œuvre d'une convention de partenariat et de coopération stratégique conclue avec le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels. L'effort conjoint de ces deux secteurs vise avant tout à qualifier les ressources humaines, condition indispensable pour développer durablement l'activité touristique au sein de la wilaya. L'enjeu de cette maîtrise linguistique dépasse le simple cadre de l'accueil. En renforçant leurs capacités de communication en anglais, ces guides seront pleinement habilités à prendre en charge les touristes et les délégations étrangères avec un niveau de professionnalisme conforme aux normes internationales. Cette montée en compétence leur fournira également les outils modernes nécessaires pour mieux raconter, valoriser et promouvoir la richesse du patrimoine culturel et touristique local et national, consolidant ainsi l'image et l'attractivité de la destination Algérie

R. R.

GUELMA. AU PROFIT DES AGRICULTEURS DES DIVERSES FILIÈRES

7 sessions courtes de formation programmées

Les services de l'institut technologique spécialisé de formation en production animale à Guelma a programmé au cours du mois de novembre courant, sept sessions courtes de formation au profit des agriculteurs des diverses filières pour renforcer leurs performances et leur offrir l'accompagnement technique, a-t-on appris jeudi auprès du directeur de l'institut, Hamoud Boudjelida. Ces sessions gratuites ouvertes aux agriculteurs de Guelma et des autres wilayas sont programmées successivement durant ce mois avec une moyenne de deux jours par session en coordination avec les chambres de l'agriculture des wilayas où activent les agriculteurs souhaitant participer, a précisé à l'APS M. Boudjelida. Selon la même source, les domaines de formation de ces sessions encadrées par les enseignants de l'institut concernent "l'élevage des ovins et des caprins", "production de la plante azolla et son usage pour l'alimentation des animaux de ferme", "l'itinéraire technique de culture des légumineuses", "l'aspect technique de production d'oignon et d'ail", "la fertilisation des vergers fruitiers", "l'élevage d'escargot" et "l'aquaculture intégrée à l'agriculture". Le même responsable a indiqué que la programmation de ces formations s'inscrit dans le cadre des missions de l'institut d'assurer la formation et le perfectionnement des niveaux des agriculteurs, des éleveurs et des porteurs de projets agricoles en plus de sa tâche principale de formation de techniciens supérieurs, de techniciens et d'agents techniques en production animale.

DÉCHARGE D'EL KERMA

La renaissance verte

La Direction de l'Environnement de la wilaya d'Oran a récemment lancé un projet d'aménagement de la décharge publique de la commune d'El Kerma, au sud de la wilaya, en vue de sa transformation en un parc écologique et récréatif s'étendant sur une superficie de 85 hectares, a-t-on appris auprès de cette même direction. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie du ministère de l'Environnement visant à éliminer les grandes décharges publiques et à supprimer les sources de pollution, dans le cadre de la politique nationale destinée à protéger l'environnement et à améliorer le cadre de vie des citoyens. Le projet est passé par plusieurs étapes techniques, dont la première a consisté en le traitement et le recouvrement des déchets accumulés, dont le volume est estimé à près de sept millions de tonnes, ainsi que l'élimination du gaz méthane, des substances toxiques et des lixiviats organiques résultant de l'accumulation de ces déchets, selon les données présentées sur le projet. La deuxième étape porte sur l'ouverture de voies et d'allées, ainsi que l'aménagement des différents réseaux nécessaires, notamment celui de l'électricité, en prévision de l'achèvement des travaux d'aménagement et de l'installation des équipements prévus. Quant à la dernière phase, elle comprend l'aménagement d'espaces verts et la plantation d'arbres sur près de 30 hectares, ainsi que la réalisation d'aires de jeux et de détente, de terrains de proximité destinés à la pratique de différentes activités sportives, de pistes de cross-country, outre d'autres équipements de loisirs devant transformer le site en un espace ouvert aux familles et aux différentes catégories de la société. Le projet prévoit également la réalisation de diverses infrastructures de services susceptibles de générer des opportunités d'emploi au profit des jeunes de la région, renforçant ainsi ses dimensions sociale et économique et contribuant au soutien du développement local. Ce projet revêt une importance environnementale particulière en raison de sa proximité avec le lac et la sebkha d'El Kerma.

La transformation de cette décharge en espace vert devrait contribuer à réduire les sources de pollution et à renforcer l'équilibre écologique de la région, tout en offrant un nouvel espace naturel de détente susceptible d'améliorer la qualité de vie dans la wilaya d'Oran.

LAGHOUAT. LES AVANCÉES DANS LA PRISE EN CHARGE DU CANCER

Thème du 1er Forum national des experts en oncologie

Les nouvelles avancées scientifiques dans la prise en charge du cancer ont été au cœur du 1er Forum national des experts en oncologie organisé à Laghouat, à l'initiative de la Direction locale de la santé et de la population (DSP) en coordination avec Associété algérienne de formation et de recherche en oncologie (SAFRO). Cette rencontre, qui a réuni un panel d'experts et de praticiens spécialistes nationaux et étrangers, a constitué un espace d'échange d'expertises et de partage des connaissances autour des dernières avancées en oncologie et de prise en charge des cancers, selon les organisateurs. Elle a pour objectif notamment de mettre en lumière les innovations scientifiques et technologiques susceptibles de faire évoluer les méthodes de dépistage, diagnostic et de traitement, tout en favorisant une prise en charge adaptée aux spécificités de chaque patients, ont-ils souligné. Intervenant à cette occasion, le DPS, Mokhtar Mokrane, a indiqué que l'organisation de ce rendez-vous scientifique traduit l'importance accordée par le secteur de la santé à la formation continue des ressources humaines, considérée comme un élément essentiel pour accompagner les évolutions scientifiques que connait le domaine médical et améliorer la qualité des prestations sanitaires.

Et d'ajouter que le renforcement des structures de santé de la wilaya, à l'image du centre anti-cancer (CAC) ''Chahid Mohamed Rezzoug'', doit s'accompagner d'efforts soutenus en matière de formation et de perfectionnement des personnels médicaux, paramédicaux et techniques, en sus de la mobilisation des moyens nécessaires pour assurer bonne prise en charge des patients. Le programme du Forum, organisé le 5 au 6 novembre prévoit une série de conférences consacrées aux approches diagnostiques et thérapeutiques des cancers les plus fréquents, notamment ceux touchant la femme, ainsi que l'apport de l'imagerie médicale et l'intelligence artificielle dans le dépistage et le diagnostic précoces.

EL-MEGHAÏER. AGRICULTURE

1.500 hectares dédiés cette saison à la céréaliculture

La campagne labours-semailles de la saison agricole 2026/2027 a été lancée cette semaine dans la wilaya d'El-Meghaïer, avec une superficie de 1.500 hectares (ha) dédiée à la céréaliculture pour une production prévisionnelle de 46.250 quintaux (Qx), a-t-on appris auprès des services agricoles. La superficie à emblaver englobe la culture du blé dur sur 1.000 ha, avec une production prévisionnelle de 30.000 Qx, du blé tendre sur 50 ha pour une production estimée à 1.750 Qx et l'orge sur 350 ha pour une production attendue de 10.500 Qx. Le triticale et l'avoine occuperont chacun une superficie de 50 ha, avec une production estimée à 2.000 Qx pour chaque variété. Dans le but d'assurer le bon déroulement et la réussite de la campagne, les services agricoles ont mobilisé 37 tracteurs agricoles, 16 semoirs et 28 charrues, et estiment les besoins à 2.765 Qx de semences, 3.000 Qx d'engrais de fond et 4.500 Qx d'engrais de couverture. Cette campagne s'inscrit dans le cadre des efforts visant à étendre les superficies consacrées à la céréaliculture et à améliorer les rendements, afin de renforcer la contribution de la wilaya à la production nationale et à la réalisation de la sécurité alimentaire. Selon les services de la wilaya, El-Meghaïer dispose d'un patrimoine foncier agricole estimé à 721.000 ha, dont 576.732 ha représentent la superficie agricole utile, de quoi constituer une base pour le développement des cultures stratégiques et l'extension des superficies dédiées à la céréaliculture. S'agissant de l'évolution de la filière céréalière dans la wilaya, une progression a été constatée ces quatre dernières campagnes agricoles, faisant passer la superficie cultivée de 1.176 ha et une production de 16.953 Qx en 2022/2023 à 1.266 ha et une production de 19.808 Qx en 2025/2026. Les mêmes sources ont ajouté que les efforts déployés dans ce domaine s'inscrivent dans le cadre de la stratégie de développement de l'activité agricole et de valorisation des potentialités de la wilaya, notamment à la suite du reclassement des terres agricoles en 2024, permettant leur orientation vers les cultures stratégiques et le renforcement de la contribution du secteur à la sécurité alimentaire.

OUARGLA. FILIÈRE PISCICOLE

Une usine d'aliments pour poissons opérationnelle avant la fin de l'année

La wilaya de Ouargla franchit une étape décisive dans le développement de sa filière piscicole. Avant la fin de l'année, la ferme aquacole pilote de Hassi-Benabdallah mettra en service sa nouvelle unité de production d'aliments pour poissons.


Ph : DR

Ce projet stratégique, né d'une coopération internationale, vise à sécuriser l'approvisionnement des éleveurs et à soutenir une production locale de Tilapia en forte croissance.

Fruit d'un partenariat algéro-sud-coréen, la nouvelle infrastructure de Hassi-Benabdallah couvre l'intégralité du processus de fabrication, depuis le broyage et le mélange des matières premières jusqu'au séchage et au refroidissement. Selon Salah Bouaicha, directeur de wilaya de la Pêche et de l'Aquaculture, l'unité affiche une capacité de production théorique de 10 tonnes par jour.

Son lancement permettra de combler le déficit d'approvisionnement des aquaculteurs tout en générant une vingtaine d'emplois directs et entre 20 et 30 postes indirects. Cette industrialisation de l'alimentation vient consolider une dynamique d'élevage déjà bien ancrée. L'année dernière, l'écloserie de l'unité pilote, rattachée au Groupe avicole de l'Est (GAE), a produit 500 000 alevins de Tilapia du Nil. Farid Draou, directeur de la ferme, précise que 400 000 de ces alevins ont été ensemencés dans les bassins extérieurs du site. Les 100 000 restants ont été distribués aux agriculteurs de la région pour développer l'aquaponie, renforcer les rendements agricoles et réduire les coûts liés à l'importation de jeunes poissons depuis d'autres wilayas. Le cycle d'élevage est rigoureusement organisé autour de onze bassins aménagés, avec des phases d'ensemencement s'étalant de mars à fin août. La récolte s'effectue de manière progressive de septembre jusqu'au mois de février. Le poisson est ensuite écoulé dans les poissonneries locales et les points de vente du GAE. Portée par un intérêt croissant des consommateurs pour le Tilapia, la mise en réseau de la production d'alevins et d'aliments encourage aujourd'hui de plus en plus d'agriculteurs à intégrer l'aquaculture à leurs activités.

R. R.

SIDI BEL-ABBÈS. À TRAVERS PLUSIEURS AXES URBAINS

Lancement des travaux de réhabilitation des façades d'immeubles

Les travaux de réhabilitation et d'aménagement des façades extérieures de plusieurs ensembles résidentiels et immeubles situés le long des principaux axes urbains ont été récemment lancés dans la ville de Sidi Bel-Abbes, dans le cadre d'un programme visant à améliorer le cadre urbain et à rehausser l'esthétique de la ville, a-t-on appris, jeudi, auprès des services de la wilaya. Financée sur le budget de la wilaya au titre des exercices 2025 et 2026, cette opération s'inscrit dans le cadre du programme de réhabilitation du parc immobilier. Sa mise en œuvre est supervisée par la Direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction (DUAC), conformément aux orientations du wali, Kamel Hadji, visant à embellir les entrées de la capitale de la wilaya, ainsi que ses principales artères.

Les travaux en cours comprennent le traitement des fissures et le ravalement des façades extérieures des bâtisses ciblées. Ils touchent, notamment sur la route de Tessala, un ensemble immobilier de 550 logements publics locatifs (LPL).

Ces interventions concernent également l'axe reliant le rond-point du quartier «le Rocher» à celui de l'Agence foncière, qui constitue l'une des entrées majeures de la ville.

Le projet comprend l'aménagement des façades de 109 logements sociaux participatifs (LSP) au quartier « Ettounsi », 110 logements de même type au quartier « Benhaddou », en plus de 169 logements au quartier « Bouabdallah » et de 205 logements au quartier « les palmiers». Au centre-ville, les travaux ciblent l'immeuble situé à l'intersection des rues « Larbi Tebessi » et de « la République », où se poursuivent les opérations de peinture des façades et de traitement des lézardes, parallèlement au curage et au nettoyage des sous-sols et caves.

La même source a précisé que ces chantiers se poursuivront afin de toucher d'autres axes et immeubles d'habitation programmés ultérieurement, de manière à conférer une harmonie visuelle renforçant l'attractivité du tissu urbain de la ville et contribuant à la promotion du cadre de vie des citoyens.

JIJEL. ÉDUCATION

Mise en service d'un CEM et d'une école primaire

Le secteur de l'éducation s'est renforcé, mercredi dernier dans la wilaya de Jijel, par la mise en service d'un collège d'enseignement moyen (CEM) et d'une école primaire dans les communes de Jijel et de Kaous. Le directeur de l'éducation, Saad Kisra, a indiqué à l'APS qu'il s'agit du CEM Boufertla-Tahar, dans la cité Chemaïm (commune de Jijel) et de l'école du Moudjahid défunt Haouch Salah, construite au cœur de la cité des "1.100 logements" de la commune de Kaous. Le même responsable a également précisé que le CEM Boufertla-Tahar a accueilli 330 élèves répartis sur 12 classes, tandis que l'école primaire de Kaous a accueilli 157 élèves sur 6 six classes.

OUM EL-BOUAGHI. DANS LE CADRE DE L'ASSAINISSEMENT DU FONCIER AGRICOLE

Remise de 40 actes de concession

Quarante (40) actes de concession ont été remis à leurs bénéficiaires dans la wilaya d'Oum El Bouaghi dans le cadre de l'assainissement du foncier agricole à l'occasion de la commémoration du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération, a-t-on appris mercredi auprès du directeur local de l'Office national des terres agricoles, Khaled Mechekane.

Le même responsable a précisé à l'APS que ces actes remis bénéficient à des agriculteurs activant dans les communes d'Ain Zitoune, d'Ouled Hamla, de Henchir Toumghani, d'Oum El Bouaghi, d'El Harmelia, d'Ain Babouche, d'Ouled Zouaï, de Berriche, de F'kirina, de Ksar Sbahi, de Bir Chouhada, d'Ain Fakroun, d'Oued Nini et de Dhalaa. Selon la même source, les actes remis incluent les actes de transfert du droit de jouissance en droit de concession, de cession aux ayants droit, de transfert de la concession aux ayants droit, de conformité des terres agricoles, d'avenants aux contrats et de sortie de l'indivision. M. Mechekane a relevé que la remise de ces actes s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la circulaire interministérielle n 2 du 1 juin 2025 relative à l'assainissement du foncier agricole relevant du domaine privé de l'Etat et permet l'accès des bénéficiaires à plusieurs avantages dont les programmes publics d'appui aux agriculteurs et aux crédits bancaires. Dans le même contexte, 80 dossiers d'assainissement du foncier agricole ont fait l'objet de constatations et de traitement et seront "prochainement" soumis à la commission de wilaya chargée du suivi et de la mise en œuvre de l'opération d'assainissement du foncier agricole et présidée par le wali, Benabdallah Chaïb Eddour en vue de la régularisation des agriculteurs concernés, a indiqué le même responsable.

TÉBESSA. CONSERVATION DES FORÊTS

Un programme de plantation de 60.000 arbustes

La Conservation des forêts de la wilaya de Tébessa a annoncé avoir programmé la mise en terre de 60.000 arbustes de diverses essences lors des campagnes bénévoles prévues au cours de la saison de reboisement en cours 2026-2027. Dans une déclaration à l'APS, le chargé de communication de cette conservation, Mounir Smida, a précisé qu'"au titre de la saison qui a démarré fin octobre et se poursuivra jusqu'au mois de mars prochain, il sera procédé à la plantation de différentes espèces, dont le pin d'Alep, le cyprès, la figue de barbarie, l'Atriplex, et ce en fonction de la nature et du climat de chaque région". L'opération vise à "consolider le couvert végétal, lutter contre l'érosion, la désertification et la dégradation du sol et affronter les changements climatiques", a ajouté le même cadre, soulignant que les différents intervenants dont les acteurs de la société civile seront associés à ces actions de reboisement. M. Smida a rappelé qu'au cours de la saison précédente 2025-2026, pas moins de 213.000 arbustes avaient été plantés à travers les zones forestières de la wilaya. La même période verra également le reboisement de 121 hectares touchés dernièrement par des incendies dans les communes de Tébessa, Morsott et Boukhadra pour favoriser la régénération de leur couvert végétal et le rétablissement de leurs écosystèmes.

TINDOUF. D'UNE CAPACITÉ DE 1.000 MÈTRES CUBES

Lancement des travaux de réalisation d'un réservoir d'eau

Les travaux de réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 1.000 mètres cubes ont été lancés dans la ville de Tindouf, au niveau de la zone d'extension urbaine du quartier El Hikma, dans le cadre des efforts visant à renforcer les capacités d'approvisionnement en eau potable et à répondre aux besoins liés à l'expansion urbaine de la wilaya. Le wali de Tindouf, Mustapha Dahou, a procédé, jeudi, à la pose de la première pierre de ce projet, à l'occasion de la célébration du 72e anniversaire du déclenchement de la Glorieuse guerre de libération nationale. Cette opération s'inscrit dans le cadre d'une visite d'inspection sur le terrain de plusieurs projets de développement, au cours de laquelle le wali a reçu des explications techniques du directeur de l'hydraulique concernant les différents aspects de ce projet. Les travaux de réalisation ont été confiés à une entreprise spécialisée dans le domaine de l'hydraulique et des travaux urbains, pour une enveloppe financière avoisinant les 190 millions de dinars algériens, avec un délai de réalisation fixé à 12 mois. Ce projet devrait contribuer à garantir et à sécuriser l'approvisionnement en eau potable des habitants de la zone d'extension urbaine du quartier El Hikma, notamment dans sa partie nord-est, tout en améliorant leur cadre de vie. La concrétisation de ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour renforcer les infrastructures de base et améliorer les services d'alimentation en eau potable, afin de répondre aux besoins engendrés par l'expansion urbaine et la croissance démographique de la wilaya.

Le Courrier d'Algérie

SPORT

HEMDANI RÉAGIT AUX CRITIQUES :

« J'ai l'habitude de gérer la pression »

Depuis sa nomination à la tête de la sélection nationale, Brahim Hemdani n'échappe pas aux critiques. Au contraire, le nouveau sélectionneur fait face à une pression grandissante, alimentée notamment par les interrogations autour de son expérience sur le banc de touche et de sa capacité à diriger une équipe nationale soumise à de très fortes exigences. Conscient de cet environnement particulièrement exigeant, le technicien algérien a tenu à afficher sa sérénité lors de sa dernière conférence de presse.



Phs : DR

«J'ai l'habitude de gérer la pression, que ce soit lorsque j'étais joueur ou depuis que je suis passé au métier d'entraîneur. Je cherche toujours à relever des défis dans les niveaux les plus élevés », a-t-il affirmé, tentant ainsi de montrer qu'il dispose du mental nécessaire pour assumer ses nouvelles responsabilités. Mais derrière ce discours rassurant, la réalité est loin d'être simple pour le successeur de Petkovic à la tête des Verts. Depuis l'annonce de sa nomination, plusieurs voix se sont élevées pour remettre en question son profil et son parcours d'entraîneur. Le principal argument avancé par ses détracteurs concerne son manque d'expérience au plus haut niveau, notamment dans la gestion d'une équipe professionnelle confrontée à des objectifs et à une pression comparables à ceux de la sélection nationale. Jusque-là, le parcours de Hemdani sur les bancs de touche s'est essentiellement construit dans les divisions inférieures du football français. Son expérience avec la sélection algérienne des U20, bien que relativement brève, constitue néanmoins une référence importante. Il avait notamment contribué à la conquête de la médaille d'or lors de la précédente édition des Jeux méditerranéens. Un résultat positif qui témoigne de ses capacités, mais qui ne semble pas suffire à convaincre une partie de ses opposants.

Pour ces derniers, le passage du football des catégories inférieures à la direction de la sélection nationale représente un saut considérable, dont la réussite reste à démontrer. Une situation qui place d'emblée le nouveau sélectionneur sous une pression supplémentaire, alors qu'il doit encore gagner la confiance de l'opinion publique et faire ses preuves sur le terrain. Hemdani sait donc que son crédit sera étroitement lié à ses premiers résultats, à ses choix et à sa capacité à imposer une véritable identité de jeu aux Verts.

En affirmant être habitué aux défis et à la pression, le sélectionneur tente de désamorcer les critiques. Reste désormais à transformer ce discours en résultats concrets. Car, dans le contexte actuel, seule la réponse du terrain pourra véritablement faire taire les sceptiques et conforter sa légitimité à la tête de l'équipe nationale.

Hakim S.

GRÂCE À SON BUT FACE AU BAYER LEVERKUSEN

Gouiri devient le meilleur buteur algérien en Ligue Europa

Amine Gouiri continue de marquer les esprits sur la scène européenne. En inscrivant l'unique but de la victoire de l'Olympique de Marseille face au Bayer Leverkusen (1-0), l'attaquant international algérien, a non seulement offert aux siens leur premier succès en Ligue Europa cette saison, mais il a également franchi un cap symbolique dans sa carrière. Avec désormais neuf réalisations dans cette compétition, il devient le meilleur buteur algérien de l'histoire de l'Europa League.



Une performance qui confirme un peu plus la place de Gouiri parmi les attaquants algériens les plus efficaces sur la scène européenne. Son but, inscrit à la 77e minute d'une belle réalisation, lui permet de dépasser ses compatriotes et de s'installer seul au sommet de ce classement honorifique. En 24 rencontres disputées dans cette compétition, le Marseillais affiche désormais un bilan de neuf buts, une statistique qui témoigne de sa régularité et de son efficacité.

Ce total prend une dimension particulière lorsqu'on revient sur son parcours européen. Avant de rejoindre l'Olympique de Marseille, Gouiri avait déjà inscrit quatre buts sous les couleurs de l'OGC Nice et quatre autres avec le Stade Rennais. Sa réalisation face à Leverkusen est donc sa première en Europa League avec le club phocéen, mais surtout celle qui lui permet d'entrer dans l'histoire du football algérien en devenant le meilleur réalisateur national de cette compétition.

Au-delà du record personnel, cette réalisation a également une grande importance pour Marseille, qui attendait toujours son premier succès européen de la saison. En faisant la différence dans un rendez-vous important face à une formation allemande de qualité, l'attaquant algérien a répondu présent au moment opportun.

Cette performance intervient également à quelques jours du rassemblement de la sélection nationale. Gouiri retrouvera ainsi les Verts avec un moral au beau fixe, fort d'un nouveau but, d'une victoire européenne et surtout d'un record historique. Un contexte idéal pour aborder les prochaines échéances internationales avec confiance. À noter que les deux autres internationaux algériens engagés dans cette rencontre ont également eu du temps de jeu : Himad Abdelli a disputé l'intégralité du match, tandis qu'Ibrahim Maza a été remplacé à la 79e minute.

Avec neuf buts en 24 matchs, Amine Gouiri inscrit désormais son nom au sommet du classement des buteurs algériens en Ligue Europa. Un record qui vient récompenser son parcours dans les compétitions européennes et qui lui offre une raison supplémentaire d'aborder le prochain rendez-vous des Verts avec ambition.

H. S.

SUPER-COUPE D'AFRIQUE : ELLE AFFRONTERA MAMELODI SUNDOWNS CET APRÈS-MIDI

L'USM Alger à la conquête d'un deuxième sacre

L'USM Alger s'apprête à relever un nouveau défi continental. Les Rouge et Noir affronteront Mamelodi Sundowns, cet après-midi à 14h00, en Afrique du Sud, à l'occasion de la Super-coupe d'Afrique. Une affiche de prestige qui mettra aux prises deux formations ambitieuses, avec, à la clé, un trophée continental et une récompense financière particulièrement motivante. Pour les Algérois, l'enjeu sera double : inscrire une deuxième fois leur nom au palmarès de cette compétition et repartir avec la prime de 500 000 dollars promise au vainqueur.



Ph : DR

Forts de leur expérience continentale et de leur statut de vainqueurs de la Coupe de la Confédération, les Usmistes abordent ce rendez-vous avec l'ambition de confirmer leur place parmi les grandes formations du football africain. Après avoir remporté la Super-coupe en 2023, les Rouge et Noir auront l'occasion de décrocher un deuxième sacre dans cette épreuve et d'enrichir davantage leur palmarès international. Un objectif qui constitue une motivation supplémentaire pour un groupe désireux de poursuivre son aventure au sommet du continent.

Mais la mission s'annonce particulièrement délicate face à Mamelodi Sundowns. La formation sud-africaine, qui évoluera devant son public, possède des arguments solides et entend profiter de cet avantage pour s'adjuger le trophée. Les locaux chercheront notamment à imposer leur rythme et à mettre les Algérois sous pression dès les premières minutes. L'USMA devra donc faire preuve de discipline, de concentration et d'efficacité pour contrarier les ambitions de son adversaire.

Au-delà de la dimension sportive, cette finale revêt également un intérêt financier non négligeable. La Confédération africaine de football a réservé une prime de 500 000 dollars au vainqueur de la Super-coupe. Une somme importante qui représente une motivation supplémentaire pour les deux équipes, même si la priorité restera naturellement la conquête du titre.

Pour l'USMA, revenir d'Afrique du Sud avec le trophée serait une nouvelle consécration et une belle manière de confirmer ses ambitions continentales. Le club algérois sait toutefois que rien ne lui sera offert face à un adversaire habitué aux grands rendez-vous africains.

Aujourd'hui, les Rouge et Noir auront donc rendez-vous avec l'histoire. Un deuxième sacre en Super-coupe d'Afrique et un chèque de 500 000 dollars : voilà les deux objectifs qui attendent les Algérois dans cette confrontation où ils devront répondre présents sur tous les plans.

Hakim S.

QUALIFICATIONS CAN U23 (2E TOUR PRÉLIMINAIRE)

24 joueurs retenus pour la double confrontation face à l'Eswatini

Le sélectionneur de l'équipe nationale des moins de 23 ans (U23), Rafik Saïfi, a retenu 24 joueurs pour prendre part aux deux rencontres face à la sélection eswatinienne, pour le compte du 2e tour préliminaire des qualifications à la Coupe d'Afrique des nations CAN 2028, qualificative aux Jeux olympiques JO-2028 de Los Angeles, a indiqué la Fédération algérienne (FAF). La manche aller est prévue le 11 novembre 2026 au Somhlolo National Stadium de Lobamba, à 15h00 (heure algérienne). Le match retour se disputera le 16 novembre 2026 au stade du 5 Juillet 1962 d'Alger, à partir de 18h00. La sélection nationale U23 sera en stage du 8 au 16 novembre 2026, en prévision de la double confrontation face à l'Eswatini, pour le compte du deuxième tour préliminaire des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations U23 – 2027. En cas de qualification au troisième et dernier tour, les hommes de Rafik Saïfi affronteront le vainqueur de la double confrontation entre le Zimbabwe et le Mali. La manche aller aura lieu le 22 mars 2027 à domicile avant de se déplacer pour le match retour qui aura lieu le 30 mars. Pour rappel, la CAF avait attribué à l'Égypte l'organisation de la CAN des U23, prévue en novembre 2027, qualificative pour les JO-2028. La phase finale de la CAN U23 regroupera huit équipes dont l'Égypte qui est qualifiée d'office en tant que pays organisateur. Elles seront scindées en deux groupes de quatre. Les deux premiers se qualifient pour les demi-finales. La dernière participation algérienne au tournoi de football des Jeux olympiques remonte à l'édition 2016 à Rio de Janeiro (Brésil). La sélection algérienne a clôturé dimanche un stage effectué en Afrique du Sud, ponctué par deux matchs amicaux face aux Bafana Bafana : défaite (3-1) puis nul (1-1).

Voici la liste des joueurs convoqués :

- Gardiens : Merzouk Samy Jamil (AEL Limassol), Zitouni Yasser (USM Khenchela), Belazzoug Kilian (Stade Rennais).

- Défenseurs : Belgourai Faïz Mohamed (CS Constantine), Bezahaf Kelyann Khelifa (O Marseille), Fatahine Anis (Le Puy Fc), Radj Ylies (Toulouse FC), Hamzaoui Salimani Hilan (O Marseille), Bakhouche-Piernas Gaetan (Toulouse FC), Guerroudja Wael (CR Temouchent), Ben Isser Abdelhak (OGC Nice).

- Milieux : Boungab Abderrahmane (ES Sétif), Satta Abdelouahab (MC Alger), Diha Imad Eddine (US Biskra), Benlahlou Daryll Matys (Montpellier), Bentoumi Mokrane (Roda JC), Kahia Abdelaziz (CR Belouizdad), Izem Youcef (JS Kabylie), Guendez Matgéo Samuel (AS Nancy).

- Attaquants : Akhrib Lahlou (JS Kabylie), Boudache Kaïl (O Lyonnais), Boutera Karim (Degerfors IF), Ramdaoui Mohamed (USM Alger).

PATRICE NEVEU SORT DE SES GONDS AVANT LE CHOC CONTRE LES VERTS :

« Vous n'allez pas me dire qu'on affronte une petite équipe »

À quelques jours de la double confrontation entre l'Algérie et le Togo, comptant pour les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2027, la tension monte déjà d'un cran. Le sélectionneur des Éperviers, Patrice Neveu, s'est retrouvé au cœur d'une vive polémique après un échange particulièrement tendu avec un journaliste togolais en conférence de presse.



La scène s'est déroulée en fin de semaine passée, au stade de Kégué, à Lomé, à l'occasion de la présentation de la liste des joueurs retenus pour affronter les Fennecs. Interrogé sur les ambitions du Togo et ses chances de qualification à la prochaine CAN, le technicien français n'a visiblement pas apprécié certaines questions et a rapidement haussé le ton.

Mais c'est surtout lorsqu'il a été question de la confrontation avec l'Algérie que Patrice Neveu a laissé éclater son agacement. Visiblement remonté, il a tenu à rappeler le statut et la qualité de l'adversaire qui attend son équipe.

« Vous n'allez pas me dire qu'on affronte une petite équipe ? », a-t-il lancé, faisant référence à la sélection algérienne et à ses nombreux joueurs évoluant dans les grands championnats européens.

Le sélectionneur togolais a également tenu à clarifier les objectifs de sa mission. Selon lui, son travail ne se limite pas uniquement à une qualification pour la CAN 2027, mais s'inscrit dans un projet de reconstruction durable du football togolais. Il a néanmoins réaffirmé son ambition de conduire les Éperviers vers la phase finale.

Cette sortie médiatique intervient dans un contexte sportif délicat pour le Togo, qui occupe la troisième place de son groupe après une victoire contre le Burundi et une défaite face à la Zambie.

De son côté, l'Algérie abordera ce double rendez-vous avec l'ambition de consolider sa position dans la course à la qualification. Les deux sélections se retrouveront les 14 et 17 novembre, pour les troisièmes et quatrième journées des éliminatoires.

Une chose est certaine : avant même le coup d'envoi, cette double confrontation a déjà commencé à faire parler d'elle. Les Fennecs sont prévenus, les Éperviers entendent défendre leurs chances !

H. S.

LES COMPLEXES SPORTIFS ET LES VILLAGES OLYMPIQUES

Un investissement stratégique pour l'avenir du sport national

L'annonce de l'examen par le gouvernement, en fin de semaine, de nouveaux projets de réalisation de complexes sportifs multidisciplinaires et de villages olympiques marque une nouvelle étape dans la réflexion autour du développement des infrastructures sportives en Algérie. Au-delà de la construction de nouvelles installations, cette orientation traduit une volonté de renforcer les capacités du pays en matière de formation, de préparation des athlètes et d'organisation de grandes manifestations sportives internationales.

Cette démarche intervient dans un contexte marqué par une présence de plus en plus importante de l'Algérie sur la scène sportive continentale et internationale. L'organisation récente de plusieurs compétitions, notamment la Coupe du monde d'escrime à Oran, les championnats africains et arabes d'haltérophilie à Mostaganem, ainsi que les championnats d'Afrique de jiu-jitsu et de karaté, témoigne de l'intérêt croissant porté à l'accueil des événements sportifs. Ces expériences constituent également un indicateur des capacités organisationnelles nationales, mais elles mettent en évidence la nécessité de disposer d'infrastructures adaptées aux exigences du sport moderne.

Dans cette perspective, les complexes multidisciplinaires et les villages olympiques pourraient jouer un rôle déterminant. Ils permettraient de regrouper plusieurs disciplines au sein d'espaces fonctionnels, intégrant des équipements d'entraînement, des installations de récupération, des structures médicales et des espaces d'hébergement. Une telle approche favoriserait une meilleure préparation des sélections nationales, tout en offrant aux fédérations des conditions de travail plus adaptées aux standards internationaux.

Cependant, l'enjeu ne réside pas uniquement dans la construction de grands équipements. La véritable ambition doit être de bâtir un système sportif cohérent, capable d'assurer la continuité entre la détection des jeunes talents, leur formation et leur accès au haut niveau. Les infrastructures doivent ainsi bénéficier à l'ensemble des composantes du mouvement sportif : sport scolaire, universitaire, associatif et fédéral. Sans cette complémentarité, le risque serait de concentrer les investissements sur des installations prestigieuses, sans garantir leur utilisation régulière par les jeunes générations et les clubs locaux.

La question de la répartition géographique constitue également un élément essentiel. L'Algérie dispose d'un territoire vaste et de réalités régionales différentes. Il serait donc important de veiller à une implantation équilibrée des futurs projets, en tenant compte des besoins des wilayas, de leur potentiel sportif et de leurs capacités d'accueil. Les régions de l'intérieur et du Sud doivent notamment pouvoir bénéficier de cette dynamique afin de réduire les disparités territoriales et de permettre à chaque jeune sportif d'accéder à des conditions de pratique convenables.

Par ailleurs, la réussite de ces projets dépendra de plusieurs facteurs : la mobilisation des financements, le respect des délais de réalisation, la qualité des équipements, mais surtout la mise en place de modèles de gestion et de maintenance durables. L'expérience internationale montre qu'une infrastructure sportive ne peut produire des résultats satisfaisants sans une programmation régulière, un encadrement qualifié et une stratégie d'exploitation clairement définie.

Enfin, cette ambition doit être accompagnée d'une vision sportive à long terme, associant les pouvoirs publics, les fédérations, les collectivités locales et les acteurs économiques.

En définitive, les futurs complexes sportifs et villages olympiques peuvent constituer un levier important pour transformer le paysage sportif algérien. Mais leur véritable réussite ne se mesurera pas au nombre de bâtiments inaugurés, ni à leur architecture, mais à leur capacité à former des champions, à démocratiser la pratique sportive, à réduire les inégalités territoriales et à inscrire durablement l'Algérie parmi les pays capables d'accueillir les plus grandes compétitions internationales.

H. S.

IBRAHIM MAZA

Le rêve du Ballon d'Or et la fierté d'avoir choisi l'Algérie

Le prodige du Bayer Leverkusen et de l'équipe nationale algérienne, Ibrahim Maza, s'est confié sur ses ambitions futures et son parcours international. Fort d'un soutien inattendu de la part de Lionel Messi lors de la cérémonie du Ballon d'Or, le jeune talent a également évoqué en toute transparence la complexité de son choix de représenter les Fennecs au détriment de l'Allemagne.

Lors de la cérémonie des récompenses du Ballon d'Or, Ibrahim Maza a reçu un élan de confiance majeur. La légende argentine Lionel Messi a en effet placé le joueur algérien en troisième position de ses votes pour le Trophée Kopa, qui récompense le meilleur jeune joueur du monde. Bien que Maza ait finalement terminé neuvième du classement général de ce trophée, ce geste a profondément marqué le jeune homme et ravivé ses ambitions au plus haut niveau.

Dans une interview accordée à la version allemande de la chaîne RTL, le milieu offensif n'a pas caché ses objectifs les plus élevés. « Remporter le Ballon d'Or est l'un de mes rêves. Je pense que gagner un prix comme celui-ci est le rêve de tout joueur de football », a-t-il déclaré, ajoutant avec conviction : « Je pense que c'est un prix exceptionnel et très spécial».

Le soutien du champion du monde argentin agit aujourd'hui comme un véritable moteur pour l'international algérien. Maza explique l'impact de cette reconnaissance sur son état d'esprit quotidien : « J'ai pris cela très au sérieux, et c'est fantastique. Cela vous donne également beaucoup de motivation quand Messi dit que j'ai quelque chose de spécial. Oui, l'encouragement de Messi me donne une flamme supplémentaire d'enthousiasme».

Au-delà de ses aspirations individuelles, le joueur est revenu sur son changement de nationalité sportive. Évoluer sous les couleurs de l'Algérie, après avoir porté le maillot des équipes de jeunes de l'Allemagne, a nécessité une longue réflexion personnelle. « Choisir de jouer pour l'Algérie a été difficile d'une certaine manière. Il y avait plusieurs choses que j'ai prises en compte. J'en ai déjà parlé, et il y avait plusieurs raisons, mais ce sont des choses privées. Je préfère les garder pour moi. Mais au-delà de ça, ce fut une décision difficile », a-t-il admis en toute franchise.

Néanmoins, le joueur s'affiche aujourd'hui pleinement épanoui et déterminé sous la tunique des "Guerriers du Désert". « Maintenant, la question est tranchée. Je suis fier de l'équipe nationale algérienne et heureux d'avoir eu la chance de jouer pour elle. Je laisserai tout ce que j'ai sur le terrain et je continuerai à tout donner pour la sélection », a souligné celui que l'on surnomme déjà affectueusement "Mazadona".

Il a tenu à conclure cet entretien en réaffirmant son attachement profond à ses racines : « Je suis fier de pouvoir porter le drapeau de l'Algérie sur ma poitrine. C'est un grand honneur de pouvoir jouer pour ce pays».

BELLOUMI, HADJ MOUSSA ET GHEDJEMIS

Le trio doré qui bouscule les plans d'Ibrahim Hemdani

A l'aube d'une double confrontation décisive face au Togo pour les éliminatoires de la CAN, le sélectionneur de l'équipe d'Algérie, Ibrahim Hemdani, se retrouve face à un casse-tête de luxe.

Avec la forme éblouissante de Bachir Belloumi, Anis Hadj Moussa et Farès Ghedjemis, le couloir droit des Fennecs regorge de talents, obligeant le technicien à repenser son animation tactique pour exploiter pleinement son potentiel offensif.

Le deuxième rassemblement d'Ibrahim Hemdani à la tête de la sélection algérienne s'annonce riche en réflexions. Dans sa liste de 26 joueurs convoqués pour affronter le Togo en aller-retour à partir du 14 novembre, le sélectionneur a d'abord fait des choix forts, marqués par l'intégration de nouveaux visages comme le défenseur Mohamed Azi (CSKA Moscou) et l'ailier Abderrahmane Rebbach (Deportivo Alavés), tout en écartant certains noms attendus, à l'image du gardien Luca Zidane. Toutefois, l'enjeu majeur de ce stage se trouve sur le front de l'attaque.

Les performances remarquables de Bachir Belloumi avec Hull City, d'Anis Hadj Moussa sous les couleurs du Feyenoord Rotterdam, et de Farès Ghedjemis avec Frosinone posent une équation complexe au staff technique. Disposer de trois ailiers droits de cette envergure est une véritable chance, mais nécessite une gestion intelligente pour ne freiner aucune dynamique. Conscient du talent exceptionnel de ses joueurs, Ibrahim Hemdani cherche activement une solution pour aligner simultanément Belloumi et Hadj Moussa. Les deux hommes sont actuellement considérés comme les éléments les plus en forme et les plus déstabilisants du football algérien.

De nombreux observateurs estiment d'ailleurs qu'il serait préjudiciable de reléguer l'un de ces deux artistes sur le banc de touche. Pour intégrer les deux profils, le sélectionneur envisage plusieurs réajustements : il pourrait notamment décaler Hadj Moussa sur le flanc gauche ou réinventer Belloumi dans un rôle de meneur de jeu axial ou de soutien offensif au cœur du jeu. Quant à Farès Ghedjemis, qui brille en Italie, son statut semble pour le moment se dessiner autour d'un rôle de "supersub" de luxe sur le côté droit. Il hériterait ainsi de la position de joker offensif qu'occupait précisément Anis Hadj Moussa lorsque Riyad Mahrez était encore le maître incontesté de ce couloir avant sa retraite.

L'objectif principal d'Ibrahim Hemdani sera de trouver la bonne alchimie lors de cette trêve internationale. L'enjeu est de tirer le meilleur parti de cette profusion de jeunes talents, à laquelle s'ajoute la pépite Ibrahim Maza (Bayer Leverkusen), en plaçant simplement le bon joueur au bon endroit pour assurer la qualification des Fennecs.

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION

Le CR Belouizdad et la CAF suspendus à la décision du TAS

Le sort du deuxième tour préliminaire de la Coupe de la Confédération opposant le CR Belouizdad à l'AS Douanes reste totalement incertain. Dans l'attente du verdict final du Tribunal Arbitral du Sport (TAS) suite au recours déposé par le Hafia Conakry, la Confédération Africaine de Football redoute un report forcé des prochains matchs de la phase de groupes.

La Confédération Africaine de Football (CAF) se trouve dans l'incapacité de statuer sur la rencontre en suspens entre le club algérien du CR Belouizdad et l'équipe mauritanienne de l'AS Douanes. Cette paralysie découle directement de l'attente de la décision du Tribunal Arbitral du Sport (TAS), saisi par le club guinéen du Hafia Conakry. Ce dernier conteste vigoureusement la tenue de cette confrontation et a obtenu sa suspension temporaire jusqu'à ce que l'instance juridique internationale rende son jugement.

Au sein de la CAF, l'inquiétude grandit face à un potentiel retard de ce verdict. Le calendrier presse considérablement, le coup d'envoi de la phase de groupes de la compétition étant programmé d'ici quelques semaines, entre le 27 et le 29 novembre. Selon des sources internes à l'instance africaine, si le dossier n'est pas rapidement clos, la CAF se verra contrainte de reporter exclusivement les matchs de la poule C, le temps de fixer de nouvelles dates. Cette poule compte déjà le Red Arrows de Zambie, les Singida Black Stars de Tanzanie et le Maniema Union de RD Congo, et reste dans l'attente du dénouement du litige opposant le CR Belouizdad, l'AS Douanes et le Hafia Conakry pour connaître son quatrième pensionnaire.

L'origine de ce vaste imbroglio juridique et sportif remonte au mois de septembre. Lors du match retour du premier tour préliminaire, l'AS Douanes n'avait pas pu rallier à temps le stade pour y affronter le Hafia Conakry.

La commission des compétitions de la CAF avait alors refusé de déclarer le club mauritanien perdant par forfait, invoquant un cas de force majeure pour justifier la reprogrammation de la rencontre. Victorieuse lors de ce match de rattrapage, l'AS Douanes s'était ainsi qualifiée sur le terrain pour défier le CR Belouizdad.

S'estimant lésé, le Hafia Conakry a immédiatement contre-attaqué en saisissant le TAS, arguant que la notion de force majeure retenue par la CAF manquait cruellement de motivation et de fondement légal. Le Tribunal a donné un premier avis favorable aux Guinéens en imposant à la CAF des mesures provisoires qui ont bloqué la double confrontation du deuxième tour préliminaire. Pour complexifier davantage l'affaire, le recours interne déposé par le club guinéen devant la commission d'appel de la CAF à la mi-septembre est toujours resté lettre morte, enfermant les différentes instances et les clubs impliqués dans une impasse administrative qui menace désormais le bon déroulement de la compétition continentale.

CS CONSTANTINE

Marouani Amara nouvel entraîneur

La direction du Club sportif constantinois (CS Constantine), pensionnaire de la Ligue 1 professionnelle de football, a annoncé vendredi, avoir désigné Marouani Amara au poste d'entraîneur de l'équipe première (seniors), avec son staff technique, ainsi que Kacemi Abdelmalek au poste de directeur technique sportif (DTS) du club, dans le cadre de sa démarche visant à consolider les structures techniques et organisationnelles de l'équipe. Selon un communiqué de la direction du club, ces nominations interviennent à l'issue d'une réunion de la commission chargée de l'examen et de l'évaluation des dossiers des candidats. Elles s'inscrivent dans une volonté de mettre en place une organisation technique et administrative plus efficiente et de renforcer la coordination entre les différentes composantes de l'équipe, de manière à réunir les conditions propices au travail et à la réalisation des objectifs sportifs fixés. Cette démarche s'inscrit, selon la même source, dans le cadre de la vision de la direction du club pour l'amélioration des performances et des résultats, en adéquation avec les ambitions de l'équipe et les attentes de ses supporters, tout en consolidant le travail collectif et en ancrant davantage l'esprit de responsabilité auprès de l'ensemble des parties concernées. La direction du CS Constantine a, par ailleurs, réaffirmé son engagement à poursuivre ses efforts afin de mettre l'équipe dans les meilleures conditions possibles, à même de lui permettre de répondre aux aspirations de ses supporters, lesquels constituent, selon le communiqué, le véritable soutien et le premier appui du club. A noter que le CS Constantine occupe actuellement la 12e place du classement de la Ligue 1 professionnelle de football, au terme de huit journées de la saison 2026-2027, avec un total de sept points récoltés de deux victoires, un match nul et cinq défaites.

Une entame de saison qui témoigne des difficultés rencontrées par l'équipe et place le nouvel encadrement technique devant le défi de rétablir son équilibre et d'améliorer ses résultats lors des prochaines journées.

CR7 TIRE SA RÉVÉRENCE

Le séisme commercial qui attend la Fédération portugaise

La relation entre Cristiano Ronaldo et l'équipe nationale du Portugal ne s'est jamais limitée aux seuls buts et trophées.



En annonçant sa retraite internationale, le quintuple Ballon d'Or ne tourne pas seulement la page d'une carrière sportive exceptionnelle de plus de deux décennies ; il prive également la sélection portugaise de sa plus puissante marque promotionnelle à l'échelle mondiale, soulevant de sérieuses interrogations sur l'impact financier et marketing pour la fédération. L'annonce de la retraite internationale de Cristiano Ronaldo marque la fin d'une ère pour la Seleção, mais elle ouvre aussi une période d'incertitude commerciale. Selon Daniel Sá, expert en marketing sportif et directeur de l'Institut portugais d'administration et de marketing (IPAM) de Porto, la Fédération portugaise de football (FPF) ne perd pas son produit principal, mais elle se voit amputée de son actif individuel le plus précieux. L'impact de la marque Ronaldo sur la présence internationale du Portugal est jugé exceptionnel, et il sera extrêmement difficile pour un autre joueur portugais de le reproduire à court terme.

La puissance commerciale de « CR7 » est vertigineuse. Une étude menée par l'IPAM en 2025 estimait la valeur potentielle de sa marque à environ 850 millions d'euros, représentant une augmentation impressionnante de 325 % par rapport à 2020. Avec un score de 88 sur 100 dans l'indice de réputation sportive et plus d'un milliard d'abonnés sur ses différents réseaux sociaux, Ronaldo s'était transformé en une véritable plateforme de communication mondiale. Pendant plus de vingt ans, il a été le principal moteur de l'expansion internationale de la marque de l'équipe nationale.

Malgré cette perte immense, les contrats de sponsoring actuels de la sélection ne devraient pas subir de bouleversements majeurs dans l'immédiat. Les partenaires commerciaux investissent en effet dans les droits de la fédération et non dans ceux d'un joueur individuel. De plus, la présence d'autres talents au sein de l'équipe et la participation continue du Portugal aux grandes compétitions maintiendront son attractivité. Il est donc prématuré d'anticiper une chute drastique des revenus directs de la FPF sans données concrètes.

En revanche, le véritable coup dur se fera ressentir sur les ventes de produits dérivés et sur les marchés internationaux. Le célèbre maillot numéro 7 de la sélection portugaise est devenu une icône mondiale indissociable de Ronaldo, une manne financière dont la capacité à attirer les consommateurs sera très difficile à remplacer. Si la vente de billets pour les matchs à domicile ne devrait pas souffrir — l'attachement des supporters locaux dépassant les individualités —, certains marchés étrangers, où la seule présence de Ronaldo générait une demande commerciale massive, connaîtront inévitablement un ralentissement.

Face à ce défi, l'expert déconseille à la fédération de se lancer à la recherche d'un « nouveau Ronaldo ». L'enjeu est désormais de capitaliser sur toute une génération de joueurs en mettant en avant des valeurs collectives telles que la compétitivité et l'ambition. Bâtir une marque individuelle de l'envergure de Cristiano Ronaldo a nécessité plus de vingt ans d'exploits, de titres, de régularité et une personnalité hors du commun. Le véritable test pour la fédération sera de transformer la puissance de cette marque individuelle en un héritage durable pour l'image collective de l'équipe.

De son côté, l'attaquant légendaire continuera sans doute de servir l'image de son pays en tant qu'ambassadeur officieux exceptionnel. Une nouvelle ère s'ouvre pour les deux parties : Ronaldo devra prouver que sa marque peut continuer à croître indépendamment de la sélection, tandis que le Portugal devra démontrer sa capacité à maintenir sa force commerciale sans sa figure de proue. L'homme aux 234 sélections et 146 buts laisse derrière lui un bilan sportif inégalé avec trois titres majeurs (un Championnat d'Europe et deux Ligues des Nations), mais son héritage financier sera désormais le plus grand défi de la Seleção.

PUB

PREMIER LEAGUE

Tottenham rechute à Leeds

Après une série de trois victoires consécutives en Premier League, Tottenham s'est incliné sur la pelouse de Leeds (0-1) ce samedi dans le cadre de la 10e journée. Dominés sur l'ensemble de la rencontre, les Spurs ont craqué en fin de partie sur un but d'Okafor (79e), qui a profité d'une erreur de Bentancur pour trouver le chemin des filets. Il faut noter la blessure de Tel, touché à la cheville après une semelle de Bogle et sorti dès la 43e minute. Au classement, Leeds grimpe à la 8e place et devance désormais Tottenham, 10e.

LE FC BARCELONE PRÉPARE L'AVENIR

Trois nouvelles prolongations imminentes après celle de Raphinha

Après avoir sécurisé l'avenir de son capitaine brésilien Raphinha jusqu'en 2030, le FC Barcelone poursuit la consolidation de son projet sportif. La direction catalane s'apprête à verrouiller trois de ses jeunes talents les plus prometteurs pour repousser les offensives des grands clubs européens et bâtir une équipe compétitive sur le long terme.

Selon les informations rapportées par Mundo Deportivo, le club blaugrana est sur le point de boucler simultanément les dossiers de Marc Bernal, Brian Fariñas et Gerard Martín. Cette démarche s'inscrit dans une politique claire visant à protéger les jeunes piliers qui incarneront l'avenir de l'équipe.

Marc Bernal représente le dossier le plus abouti de cette nouvelle vague de prolongations. Un accord total a été trouvé entre les deux parties pour étendre le contrat du jeune milieu de terrain jusqu'en 2031. Malgré le recrutement de l'international espagnol Rodri, la direction sportive conserve une confiance absolue en Bernal, considéré comme un élément central pour diriger l'entrejeu barcelonais dans les années à venir. Le club a d'ailleurs dû agir rapidement pour contrer l'intérêt marqué de l'Atlético de Madrid et de plusieurs écuries de Premier League lors du dernier mercato estival. Le deuxième joueur concerné est Brian Fariñas, qui a su taper dans l'œil de l'entraîneur Hansi Flick. Le technicien allemand s'était personnellement opposé à son départ vers Gérone l'été dernier, avant de lui offrir ses premières minutes officielles en équipe première face à Alavés. Bien que son contrat actuel coure jusqu'en 2028, le Barça prévoit de le prolonger jusqu'en 2031, une preuve indéniable de la conviction du club quant à son immense potentiel.

Enfin, l'évolution spectaculaire de Gerard Martín a poussé le FC Barcelone à revoir son statut. Actuellement lié au club jusqu'en 2028, le défenseur a connu une progression fulgurante ces derniers mois. Passé de simple solution de remplacement à une pièce maîtresse du dispositif défensif, il s'est imposé comme le partenaire régulier de Pau Cubarsí en charnière centrale, justifiant ainsi une amélioration et une extension de son contrat. Ces mouvements s'inscrivent dans une stratégie globale qui dépasse ces trois seuls noms.

LIVERPOOL

Trois gardiens ciblés pour succéder à Alisson Becker

Alors que l'avenir d'Alisson Becker à Anfield semble incertain à l'approche de la fin de son contrat, la direction de Liverpool s'active déjà en coulisses pour préparer la relève. Face à l'âge du portier brésilien, à ses récentes blessures et aux rumeurs de transfert, les Reds étudient plusieurs profils prometteurs sur le marché afin de garantir une transition en douceur et de maintenir l'exigence du club au plus haut niveau européen. Le club de la Mersey se prépare sérieusement à une potentielle ère post-Alisson. Si le Brésilien demeure une figure incontournable de l'équipe, fort de sa précieuse expérience en Premier League et en Ligue des Champions, ses récents pépins physiques et l'intérêt croissant de plusieurs clubs soulèvent des questions sur son avenir à long terme. Lors du dernier mercato, la Juventus a notamment manifesté son intérêt, tandis qu'un retour vers le championnat brésilien reste un scénario envisagé pour la fin de sa carrière.

ARCHITECTURE DE SÉCURITÉ EN EUROPE

Washington propose un nouveau système impliquant la Russie et Bruxelles s'y oppose

Jared Kushner a révélé l'intention de Washington d'élaborer un plan en cinq points pour refondre la sécurité en Europe, en insistant sur le respect de la souveraineté de la Russie comme des pays européens. Bruxelles rejette ces propositions et entend conserver le système actuel, que Moscou juge inefficace.



Ph : DR

Jared Kushner, gendre du président américain et négociateur sur l'Ukraine, a annoncé l'intention des États-Unis de mettre en place un nouveau système de sécurité en Europe, en tenant compte de la position de la Russie. Cette initiative comporte cinq objectifs : l'instauration de consultations permanentes sur les questions de sécurité, la mise en place de canaux de communication fiables en cas de crise, une plus grande transparence des activités militaires, l'adoption de mesures réciproques pour limiter les risques d'escalade et l'établissement d'un cadre de sécurité à long terme. Kushner a toutefois précisé que tout nouvel accord devrait respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de chaque État. Il a souligné que « l'OTAN resterait le pilier de la défense collective européenne » et que cette initiative « s'appuierait sur les institutions existantes ».

UN FORMAT DE NÉGOCIATION PLUS LARGE ENVISAGÉ

Le négociateur américain a reconnu que la tâche n'était pas aisée, estimant que la Russie et l'Europe cherchent « depuis plus de 30 ans » à établir un système de sécurité durable. Des décennies de « méfiance et les conséquences du conflit ukrainien compliquent la situation » selon Kushner. Les consultations doivent se poursuivre dans le cadre du format « Shell Bay », réunissant les États-Unis, l'Ukraine, l'OTAN, l'Union européenne et des partenaires européens. La Russie sera également associée aux discussions dans le cadre des négociations de paix. Kushner a indiqué qu'en cas de succès lors des prochains pourparlers trilatéraux entre Moscou, Washington et Kiev, un format de négociation plus large pourrait être envisagé, avec la participation directe des pays européens. À peine 24 heures après l'annonce du plan américain, l'Europe avait déjà catégoriquement rejeté la proposition. La cheffe de la diplomatie européenne, Kaja Kallas, a refusé « toute discussion sur l'architecture de sécurité du continent avec la Russie et les États-Unis », soulignant la volonté de Bruxelles de conserver le système actuel, qui repose sur l'UE et l'OTAN. Moscou a pour sa part souligné qu'une telle architecture était inconcevable sans la participation de la Russie et sans prise en compte de ses intérêts. Les premières négociations tripartites depuis février dernier entre la Russie, les États-Unis et l'Ukraine sont prévues les 10 et 11 novembre dans la capitale des Émirats arabes unis. Le porte-parole du président russe, Dmitri Peskov, a indiqué les discussions porteront sur la sécurité et les garanties de sécurité des parties, et les détails des échanges seront examinés à huis clos. Concernant la participation des pays européens aux négociations, le porte-parole du Kremlin a noté que, si l'Europe devait être présente autour de la table pour le règlement du conflit ukrainien, cela n'était pas possible compte tenu de son approche actuelle. Selon lui, seuls le président finlandais Alexander Stubb et le Prémier ministre norvégien Jonas Gahr Store ont, à ce jour, décidé de s'entretenir avec Moscou à titre bilatéral, tandis que la majorité des autres pays européens ne parlent toujours que d'infliger une défaite stratégique à la Russie.

R. I.

QUATRIÈME SAMEDI DE MOBILISATION EN FRANCE

L'exécutif sous pression avant sa rencontre avec les syndicats demain

Après les deux jours d'une mobilisation importante, jeudi et mardi derniers, à travers les villes de France, dont Paris la capitale, dans la rue, une nouvelle journée de contestation aussi mobilisatrice a rythmé, hier, les rues et les grands boulevards français, notamment à Paris. Hier, ils étaient 70.000 policiers et gendarmes mobilisés avec 25 blindés Centaure, 15 engins lanceurs d'eau, des drones et des hélicoptères, selon l'annonce du ministre de l'intérieur Laurent Nunez et les autorités redoutaient avant la manifestation populaire des rassemblements hors des itinéraires autorisés. Plusieurs dizaines de manifestations ont eu lieu hier, à travers des villes française, marquant ce quatrième samedi de mobilisation des citoyens, divers horizons et des salariés de nombreux secteurs ainsi que les retraités rejoint par les lycéens et les étudiants, pour maintenir la pression sur le gouvernement, qui depuis plus d'un mois n'a pas réussi, à apaiser la situation, par des réponses satisfaisantes ou à mener un dialogue constructive avec les différentes parties, notamment es lycéens. La journée d'hier, intervient, la veille de la réunion annoncée, entre le chef de l'exécutif et les syndicats ainsi que le patronat, après la journée de grève générale et de manifestations à travers la France, de jeudi dernier. Pour, hier, quatrième samedi consécutif de mobilisation, « contre la vie chère et pour la jeunesse », la mobilisation sociale se poursuit en France et semble être loin de s'essouffler. À Paris, un parcours a été autorisé entre République et Nation, tandis que les Gilets jaunes appelaient à se rassembler place de la Concorde, malgré l'interdiction de la préfecture et à deux jours de la conférence sociale de Matignon, demain lundi, le dispositif de sécurité de jeudi a été reconduit, hier. Devenue une tradition pour répondre à certains médias français, dont ceux sous la coupe du milliardaire Bolloré, à donner de la place dans leur traitement de cette actualité à leurs revendications contre la cherté de la vie, au lieu que de zoumer seulement sur des violences, hier, la manifestation à Paris a encore une fois commencé avec un orchestre de musique et des chants revendicatifs. Sur les pancartes, les mots d'ordre sont nombreux, mais l'objectif est le même pour tous, « faire entendre les revendications et mettre le gouvernement sous pression, pour qu'il arrive enfin à les prennent en compte »,selon un manifestant intérrogé, par un médias local , avant d'ajouter « je continuerai jusqu'à ce que le gouvernement nous entende ». Un autre peu avant le lancement de la marche pacifique de dizaine de milliers de manifestants, déclare à un journaliste « quand on est au bout d'un mandat, c'est là qu'on a le plus d'expérience le plus de pouvoir, le plus de compréhension des systèmes. C'est là qu'il faut mettre des changements en place pour protéger les citoyens ». Azelma Sigaux, porte-parole de la coordination nationale des Gilets jaunes, a déclaré pour sa part « je suis une militante pacifiste, mais on appelle à un changement en profondeur de la société et donc forcément, ça s'accompagne parfois de désobéissance, on ne peut pas y échapper », confie-t-elle en réponse à l'interdiction par les autorités du parcours auquel a appelé le mouvement des gilets jaunes, marche à la Concorde, non loin des sièges du parlement et de l'Elysée. Le gouvernement et les syndicats doivent se retrouver le 9 novembre à Matignon pour discuter des salaires et du pouvoir d'achat. Avant ce rendez-vous, les autorités anticipent d'éventuels blocages et débordements, sans pouvoir en préjuger l'ampleur.

R. I.

MALGRÉ LES PROTESTATIONS DE LA JEUNESSE ALLEMANDE

Berlin n'exclut pas la conscription si les volontaires manquent au service national

En Allemagne, des jeunes hommes opposés au service militaire ont déjà été convoqués à des examens médicaux par l'armée. Le ministre de la Défense, Boris Pistorius, n'exclut pas une conscription ciblée si les volontaires manquent. Des lycéens ont pourtant manifesté contre cette perspective. Le service militaire obligatoire reste une option pour Berlin. Interrogé par les journaux du groupe Funke, le 7 novembre, Boris Pistorius, ministre allemand de la Défense, a laissé la porte ouverte à un appel ciblé si les effectifs ne progressent plus. Pour les jeunes concernés, la réforme de l'armée allemande (Bundeswehr) a déjà des conséquences. Le ministre mise officiellement sur les engagements volontaires. La Bundeswehr compte désormais, selon lui, quelque 190 000 militaires, son meilleur chiffre depuis 13 ans. Il a déclaré : « Si cette tendance se maintient, nous n'aurons aucun problème de recrutement. » Si cette tendance s'inverse, le gouvernement pourra demander au Parlement allemand (Bundestag) de voter une conscription en fonction des besoins de l'armée.

LA CONTRAINTE S'INSTALLE DÉJÀ

Depuis le 1er janvier 2026, les Allemands qui atteignent 18 ans reçoivent un questionnaire sur leur santé et leur intérêt pour le service militaire. Les hommes sont obligés de répondre, les femmes non. En juillet dernier, l'armée a commencé à convoquer à des examens médicaux obligatoires même des jeunes qui avaient refusé de servir. Selon le ministère de la Défense, « environ 470 avaient reçu une convocation fin juillet ». La généralisation de ces examens est prévue le 1er juillet 2027 et le service demeure volontaire. Mais ces démarches permettent à la Bundeswehr de recenser des recrues potentielles avant même qu'une décision sur le retour de la conscription soit prise. La réforme conserve ainsi le volontariat comme principe, tout en préparant les moyens d'aller au-delà. Les 190 000 soldats annoncés par Boris Pistorius ne constituent pas le chiffre recherché. Pour 2035, Berlin vise entre 255 000 et 270 000 militaires d'active, auxquels s'ajouteraient au moins 200 000 réservistes. L'écart reste considérable, malgré les annonces optimistes du ministre. Des jeunes dans la rue Cette politique rencontre une opposition visible. Le 25 septembre, des lycéens ont manifesté dans plusieurs villes allemandes contre le retour possible du service obligatoire et le renforcement de la Bundeswehr. Le ministre reconnaît leur inquiétude, mais invoque « la nécessité de disposer de forces capables de dissuader un adversaire ». Répondant aux jeunes qui refusent de partir au front, Boris Pistorius a affirmé : « Mais quand, lors des manifestations, on entend : "Nous ne voulons pas aller au front ni mourir à la guerre", alors je ne peux que répondre : notre souhait est le même. » Le message officiel se veut rassurant. Dans les faits, les jeunes hommes sont déjà soumis à des démarches obligatoires et Berlin se réserve la possibilité d'aller plus loin si les volontaires ne suffisent pas.

R. I.

UTILISÉ PAR LES FORCES UKRAINIENNES

La Russie frappe le pont du Nord à Kiev

L'armée russe a frappé le pont routier du Nord à Kiev qui, d'après le ministère russe de la Défense, sert au transport d'armes, de matériel militaire et d'équipements spécialisés destinés aux forces armées ukrainiennes. De plus, une usine produisant des missiles Flamingo a également été touchée.


Ph : DR

Par ailleurs, Le FSB a annoncé, avoir déjoué, une tentative de sabotage ferroviaire orchestré par l'Ukraine, indiquant qu' « un homme de 48 ans accusé d'agir pour le compte des services secrets ukrainiens a été interpellé dans la région de Léningrad ». Le FSB a saisi un engin explosif de 5 kg destiné à une attaque sur le réseau ferroviaire. Le suspect, qui recueillait aussi des données sur des sites militaires, a reconnu sa culpabilité. Le Service fédéral de sécurité russe (FSB) a arrêté un habitant de la région de Léningrad, âgé de 48 ans, impliqué dans la préparation d'un acte de sabotage et de terrorisme sur le réseau ferroviaire sur ordre de Kiev, a rapporté, jeudi, le Centre des relations publiques du FSB.

Selon le communiqué, l'individu interpellé « recueillait aussi des renseignements sur le déploiement des installations des forces armées russes, ainsi que sur les stations-service à Saint-Pétersbourg et dans la région ». Le FSB a révélé que « l'homme avait été recruté en 2024 par un membre d'une organisation terroriste interdite en Russie, opérant sous l'égide des services secrets ukrainiens. » Lors de son interpellation, les forces de l'ordre ont saisi chez lui un engin explosif artisanal prêt à l'emploi chargé de 5 kg d'explosifs, ainsi qu'un smartphone contenant des échanges avec des membres de l'organisation ukrainienne. Une procédure pénale a été ouverte à son encontre pour trafic illicite de substances explosives et d'engins explosifs, ainsi que pour tentative de sabotage. Le suspect a été placé en détention provisoire sur décision du tribunal.

Il a reconnu sa culpabilité et coopère avec l'enquête. Le régime de Kiev a tenté à plusieurs reprises de mener des attaques terroristes contre des infrastructures civiles russes. En juin 2025, les services secrets ukrainiens ont organisé l'explosion d'un pont dans la région de Briansk, frontalière de l'Ukraine. À la suite de l'attentat, un train de voyageurs a déraillé, faisant sept morts et plus d'une centaine de blessés. Un attentat similaire s'est produit dans la région de Voronej, limitrophe de l'Ukraine, le même mois : l'explosion a endommagé la voie ferrée, mais grâce à l'intervention du conducteur et de l'équipe du train, aucune victime n'a été à déplorer.

Le président russe Vladimir Poutine, commentant les attaques, a estimé que Kiev « dégénère progressivement en une organisation terroriste ». La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova a quant à elle souligné que l'Ukraine organisait des attentats contre la population civile russe en raison de ses échecs et de ses défaites sur le champ de bataille. Dans le même temps, la partie russe dirige ses frappes exclusivement contre des cibles militaires ukrainiennes, ce que le ministère russe de la Défense a souligné à de nombreuses reprises.

R. I.

LE DÉPUTÉ UKRAINIEN OLEKSANDR DOUBINSKY

« Des responsables de Kiev entretiennent un réseau de plus de 1000 centres de détention secrets »

Le député ukrainien Oleksandr Doubinsky a accusé des responsables de Kiev d'entretenir un réseau de plus de 1 000 centres de détention secrets, qui génèrent, selon lui, environ 7,2 milliards de dollars par an grâce aux rançons versées pour les otages. Il a comparé ce système aux méthodes des camps nazis. Oleksandr Doubinsky, député ukrainien actuellement en détention provisoire, a révélé le montant total des recettes générées par Kiev grâce à des centres de torture similaires à celui découvert près de Kiev début novembre.

Au cours de ses calculs, il a mentionné que, lors d'un point presse conjoint des forces de l'ordre ukrainiennes, il avait été indiqué qu'il existait plus de 1 000 de ces maisons abritant des otages civils, et que le montant moyen de la rançon par personne s'élevait à 15 000 dollars. Ainsi, selon lui, les responsables ukrainiens percevraient jusqu'à 600 millions de dollars par mois, soit 7,2 milliards de dollars par an. « Tout comme chez les nazis, leurs camps de concentration étaient également conçus pour rapporter de l'argent », a-t-il ajouté sur sa chaîne Telegram. Le 2 novembre, les médias ont révélé que dans le sous-sol d'une maison privée située dans un village près de Kiev des hommes armés retenaient environ 40 personnes, parmi lesquelles certaines avaient besoin d'une aide médicale d'urgence. Une ambulance est arrivée sur place, mais les gardes du bâtiment ont empêché les secouristes d'entrer. Une manifestation de grande ampleur a éclaté : des habitants indignés se sont rassemblés, les forces de l'ordre ont utilisé du gaz lacrymogène contre eux, puis des échauffourées ont commencé. Ce n'est qu'après un large retentissement dans les médias et sur les réseaux sociaux que les secours ont été autorisés à évacuer de cette prison illégale les hommes qui avaient besoin d'aide, dont beaucoup présentaient des traces de coups. Un adolescent de 14 ans, Oleksy Pekour, qui avait été passé à tabac, a également été sorti du bâtiment. Il a raconté par la suite qu'il avait été traîné de force à l'intérieur et frappé à coups de pelle. Le chef du cabinet de Volodymyr Zelensky, Kirill Boudanov, qui s'est rendu sur les lieux, a reconnu qu'il existait de nombreuses prisons non officielles de ce type en Ukraine. Le lendemain, les forces de l'ordre ukrainiennes ont lancé une chasse à l'homme contre les manifestants. Les forces de sécurité ont identifié 130 participants présumés, qui s'étaient rassemblés près du centre de torture illégal et posaient des questions gênantes à Kirill Boudanov. La police nationale ukrainienne a publié des vidéos des arrestations, montrant les forces de l'ordre faire irruption dans les appartements de ces personnes et les forcer à s'excuser devant la caméra d'être venues au centre de torture. Une sanction plus sévère a été infligée aux membres du personnel médical arrivés les premiers sur les lieux. Ainsi, Valentina Moloda, le médecin qui avait diffusé des informations sur ce lieu de torture sur les réseaux sociaux, ainsi que le conducteur de l'ambulance, ont été placés en détention provisoire par le tribunal pour une durée de 60 jours, sans possibilité de libération sous caution. Elle a également été inscrite dans la base de données du site ukrainien « Mirotvorets », qui tient depuis plus de dix ans une liste de tous les « ennemis de l'Ukraine ». Le garçon de 14 ans qui avait été passé à tabac y a également été inscrit. Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, a vivement condamné l'existence de tels centres de torture, affirmant que ces lieux constituaient le « pilier » du pouvoir de Volodymyr Zelensky. Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin, a quant à lui accusé l'Occident de passer sous silence ces faits et de protéger le régime de Kiev.

R. I.

NOUVELLE-ZÉLANDE

La coalition menée par le Parti national remporte l'élection parlementaire

La coalition au pouvoir en Nouvelle-Zélande, dirigée par le Parti national, a obtenu la majorité parlementaire lors des élections générales, selon les résultats préliminaires publiés samedi soir, ce qui place le Premier ministre Christopher Luxon en bonne voie pour conserver le pouvoir pour un deuxième mandat. Le Parti national, ACT New Zealand et New Zealand First ont obtenu collectivement 67 sièges au Parlement, ce qui confère à la coalition tripartite une courte majorité lui permettant de continuer à gouverner, selon les résultats préliminaires après le dépouillement de 95,5 % des votes.

R. I.

2 800 ACTIONS DE GRÈVE ET MANIFESTATIONS EN ALLEMAGNE

Ils étaient plus de 410 000 ouvriers à se mobiliser

Plus de 400 000 travailleurs à travers l'Allemagne ont rejoint cette semaine des manifestations nationales et des grèves d'avertissement pour exiger des salaires plus élevés et une plus grande sécurité de l'emploi, a déclaré vendredi le plus grand syndicat du pays, IG Metall. Depuis dimanche dernier, , plus de 413 000 travailleurs des industries métallurgiques et électriques ont participé à plus de 2 800 actions de grève et manifestations à travers le pays, dépassant ainsi la participation enregistrée pendant la même période des négociations salariales de 2024, selon IG Metall. Cette action syndicale intervient dans un contexte de négociations salariales en cours concernant quelque 3,7 millions de travailleurs des industries métallurgiques et électriques allemandes, notamment les constructeurs automobiles, les fabricants de machines et leurs fournisseurs, a indiqué le syndicat dans un communiqué précédent. IG Metall réclame une augmentation de salaire de 5 % sur 12 mois, tandis que les employeurs ont proposé une augmentation de salaire de 1,3 % à partir de juillet 2028, une proposition que le syndicat a rejetée, affirmant qu'elle équivaudrait à une baisse des salaires réels. Ces dernières années, les industriels allemands ont subi une pression croissante due aux coûts élevés de la main-d'œuvre et de l'énergie ainsi qu'à une faiblesse économique prolongée, ce qui a conduit de nombreuses entreprises à supprimer des emplois et à mettre en œuvre des mesures de réduction des coûts. La présidente d'IG Metall, Christiane Benner, a déclaré que les travailleurs n'accepteraient pas de programmes généralisés de réduction des coûts visant à protéger les profits des entreprises au détriment des salaires, soulignant que l'innovation et l'investissement, plutôt que les réductions de salaires, étaient nécessaires pour relancer l'industrie allemande. Les grèves d'avertissement ont touché les principaux constructeurs allemands. En Bavière, dans le sud du pays, environ 3 000 employés de BMW, d'Audi et de Bosch ont rejoint les manifestations, selon le syndicat. Dans le nord de l'Allemagne, quelque 12 400 travailleurs de quatre sites Airbus ont participé à des manifestations jeudi, tandis qu'environ 3 300 employés de Mercedes-Benz à Brême avaient participé à des grèves d'avertissement en début de semaine, selon le syndicat.

R. I.

MONUMENT DÉDIÉ AUX SOLDATS SOVIÉTIQUES PROFANÉ EN ALLEMAGNE

Les autorités recherchent les coupables

À Angermünde, au nord-est de la capitale allemande, Berlin, un monument dédié aux soldats soviétiques a été vandalisé dans le parc de la Paix, où reposent des soldats de l'Armée rouge. Les auteurs ont arraché l'étoile qui surmontait l'édifice, provoquant sa destruction. Les autorités locales ont condamné cet acte de vandalisme et recherchent les responsables.

R. I.

FUTURE AGENCE SPATIALE AU MALI

La Russie étudie les sites susceptibles de l'accueillir et des Maliens en formation à Moscou

À Bamako, la société d'État russe, Glavkosmos, filiale de Roscosmos a examiné plusieurs sites susceptibles d'accueillir les installations de la future agence spatiale malienne. La société d'État russe, Roscosmos, apportera également son expertise à la création de cette structure, tandis que des spécialistes maliens seront formés à Moscou dans le cadre d'un second accord.



Ph : DR

Glavkosmos a présenté, le 6 novembre, les résultats d'une mission de reconnaissance menée par ses spécialistes à Bamako. La délégation russe a examiné plusieurs terrains susceptibles d'accueillir les bâtiments de la future agence spatiale malienne, ainsi que des stations au sol destinées aux communications satellitaires.

La mission découle d'un contrat signé le 23 octobre avec la Société malienne de transmission et de diffusion (SMTD-SA). Cet accord porte sur des prestations d'analyse et de conseil pour la création de l'agence.

Ce travail doit aider à choisir les sites adaptés à la réception des données satellitaires et aux équipements de communication. À cette mission s'ajoute un volet de formation.

L'accord conclu avec la Direction générale malienne de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique prévoit une formation à l'Institut d'aviation de Moscou (MAI).

Les spécialistes de Glavkosmos en ont discuté à Bamako avec des universitaires et des chercheurs maliens. Par ailleurs, en marge du troisième sommet Russie-Afrique, organisé les 28 et 29 octobre à Moscou, le Mali a signé deux contrats avec Rosgeo, société d'État russe spécialisée dans la géologie.

Le premier prévoit une cartographie de plus de la moitié du territoire malien. Le second doit permettre de réunir les informations sur les ressources du sous-sol dans un système de données, indique le ministère malien des Mines.

Ces contrats sont distincts des accords conclus avec Glavkosmos. Le 28 octobre, Dmitri Bakanov, directeur général de Roscosmos, a annoncé de nouveaux contrats avec la Tanzanie.

Ce pays d'Afrique de l'Est prépare également une agence spatiale. Il souhaite développer des satellites et envisage de recourir à des lanceurs russes pour les mettre en orbite.

Lors du même sommet, Dmitri Bakanov a précisé les premiers domaines de coopération proposés aux partenaires africains, notamment la fourniture de données d'observation de la Terre et la formation de spécialistes aux métiers du spatial.

Roscosmos a aussi adressé à l'Agence spatiale africaine des propositions dans les domaines de la navigation, des télécommunications, de l'observation de la Terre et des lancements. Glavkosmos indique avoir conclu plus de 150 contrats internationaux et participé au lancement de plus de 350 satellites.

R. I.

SUR LE GÉNOCIDE DE 1904-1908 EN NAMIBIE

L'Allemagne invitée à conclure un accord sur les réparations

Un groupe de chefs traditionnels représentant les communautés touchées par le génocide de 1904-1908 en Namibie a appelé vendredi les gouvernements namibien et allemand à conclure les négociations sur un accord de réconciliation et de réparation proposé d'ici décembre et à passer à sa mise en œuvre. Dans une déclaration conjointe publiée lors du Forum des Namibiens germanophones, les représentants ont exhorté « les deux gouvernements à résoudre les problèmes techniques et juridiques et à signer sans plus tarder la déclaration conjointe proposée ». Les négociations visent à remédier aux atrocités commises par les forces coloniales allemandes contre les communautés Ovaherero et Nama entre 1904 et 1908. Les représentants ont déclaré que le plan de soutien financier de 1,1 milliard d'euros (environ 1,2 milliard de dollars américains) initialement proposé par l'Allemagne restait insuffisant compte tenu de l'ampleur des atrocités, des expropriations foncières historiques et de leurs conséquences à long terme. Ils ont toutefois salué les modifications apportées à la déclaration proposée, qui permettraient d'allouer des fonds supplémentaires. « Pour nos communautés, la mise en œuvre doit se traduire par des améliorations concrètes dans la vie quotidienne : accès à la terre et à l'eau, à l'éducation et aux compétences, moyens de subsistance plus solides et opportunités pour les jeunes », ont déclaré les représentants. Ils ont également appelé les communautés touchées à jouer un rôle décisif dans la mise en œuvre de l'accord par le biais d'une institution indépendante à but non lucratif chargée de superviser les programmes de reconstruction, de développement et de réconciliation. En 2021, l'Allemagne a reconnu les atrocités commises durant la période coloniale comme un génocide et a proposé de débloquer 1,1 milliard d'euros sur 30 ans pour des projets de reconstruction et de développement en Namibie. Toutefois, l'accord proposé s'est heurté à l'opposition de certaines communautés concernées en raison du montant du financement, de son statut juridique et de leur participation aux négociations.

R. I.

EBOLA EN RDC

5 198 morts recensés et le Ghana en alerte

L'épidémie d'Ebola a fait près de 5 200 morts en RDC, où huit provinces ont été touchées. Le Ghana renforce les contrôles sanitaires dans ses aéroports, tandis que l'OMS prépare l'évaluation de deux vaccins expérimentaux ciblant la souche Bundibugyo. En République démocratique du Congo (RDC), 10 668 cas confirmés d'Ebola et 5 198 décès ont été recensés au 3 novembre, selon un bilan publié jeudi ,par le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies. L'épidémie, causée par le virus Bundibugyo, a touché huit provinces du pays. Sur le terrain, retrouver les personnes exposées au virus reste un obstacle majeur. Africa CDC indique que plus de 85 % des nouveaux malades n'avaient pas été identifiés auparavant comme contacts à surveiller. Près de deux décès sur trois surviennent en dehors des centres de traitement. L'Ituri, dans le nord-est de la RDC, concentre à elle seule 7 485 infections et 3 532 morts. Les équipes médicales doivent composer avec les groupes armés, les routes difficiles et les fortes pluies. Dans le Nord-Kivu, à l'est du pays, 2 593 infections et 1 422 décès ont été recensés. Au total, 67 zones de santé sont concernées à travers le pays. La peur de la contamination éloigne aussi des femmes et des enfants des centres de santé. Le Ghana contrôle les arrivées Au Ghana, les autorités ont renforcé dès le 3 novembre les contrôles sanitaires dans les trois aéroports internationaux du pays. Aucun cas d'Ebola n'y a été confirmé. Les passagers doivent renseigner leurs déplacements récents sur un formulaire, puis passer un contrôle de température. Ceux qui présentent des symptômes suspects sont isolés et évalués. Les personnes arrivant de pays où Ebola circule seront suivies jusqu'à 21 jours. Les hôtels devront déclarer aux autorités la présence de clients venus des zones touchées et noter les personnes qui leur rendent visite. Mentir sur ses voyages, cacher des symptômes ou refuser le contrôle sanitaire expose à des sanctions. Le directeur général d'Africa CDC, Jean Kaseya, a réagi le 3 novembre aux restrictions de voyage décidées par le Kenya. « Le monde est plus sûr lorsque les pays coopèrent pour mettre fin aux épidémies, plutôt que d'isoler les pays touchés », a-t-il déclaré.

R. I.

CONSERVÉS AU MUSÉE KELVINGROVE DE GLASGOW, EN ÉCOSSE

L'Egypte demande la restitution des restes du prêtre Nakht

L'Égypte réclame la restitution des restes d'un prêtre vieux de près de 4 000 ans, conservés au musée Kelvingrove de Glasgow, en Écosse. Retirés de l'exposition publique pour des raisons éthiques, ces vestiges font désormais l'objet de démarches de rapatriement engagées par les autorités égyptiennes.

Les autorités égyptiennes ont demandé la restitution des restes du prêtre Nakht, vieux de près de 4 000 ans et conservés au musée et galerie d'art Kelvingrove de Glasgow, en Écosse. Leur retrait de l'exposition publique, fin octobre, pour des raisons éthiques, avait suscité un débat dans le pays.

La direction du musée avait décidé de soustraire ces restes au regard des visiteurs en raison de l'absence de « consentement du défunt » ou de ses descendants, rapportent les médias locaux.

Cette décision s'inscrit dans une réflexion sur les pratiques muséales, nourrie par la révision du Code de déontologie du Conseil international des musées (ICOM), qui recommande de respecter la « dignité inhérente » des restes humains, sans imposer pour autant leur retrait systématique des expositions.

Le ministre égyptien du Tourisme et des Antiquités, Sherif Fathy, a confirmé à l'agence américaine Bloomberg que son pays avait demandé le rapatriement des restes de Nakht. « Nous sommes actuellement en train de communiquer et de prendre les mesures nécessaires », a-t-il déclaré, avant d'ajouter : « Nous verrons comment les choses évoluent, car de telles questions ne sont pas simples. ». Le catalogue officiel du musée retient l'orthographe « Nakht », tandis que la plupart des articles de presse utilisent « Nekht ». Le cercueil peint qui abrite ses restes porte des inscriptions identifiant le défunt comme un prêtre, alors même que ses dimensions indiquent qu'il avait initialement été conçu pour un enfant.

Le musée explique cette particularité par la décomposition probable de la momie originelle de Nakht, dont les restes auraient ensuite été réinhumés dans ce cercueil. Il s'agit donc du squelette d'un homme adulte, et non d'une momie intacte, ce qui rend l'expression « restes d'un ancien prêtre égyptien » plus adéquate. Le sarcophage a été découvert par l'archéologue John Garstang dans une tombe de Beni Hasan, en Moyenne-Égypte. Datant de la XIIe dynastie, soit approximativement de 1985 à 1797 avant J.-C., il a été « donné » à la ville de Glasgow en 1923. Les vestiges et les artefacts de l'Égypte pharaonique constituent aujourd'hui un attrait majeur pour les touristes du monde entier. Depuis plusieurs années, les autorités égyptiennes réclament le rapatriement d'objets antiques emportés notamment en Europe et aux États-Unis, durant l'ère coloniale.

Le pays a d'ailleurs inauguré en 2025 le Grand Musée égyptien, un édifice aux dimensions et au coût littéralement pharaoniques, destiné à conserver et à exposer certains des trésors les plus emblématiques de l'Égypte antique.

R. I.

KAYLIA NEMOUR

"L'Ombre de l'or", le récit d'une championne au-delà des podiums

Derrière l'éclat de la médaille d'or olympique remportée aux Jeux de Paris 2024 se dessine une histoire faite de sacrifices, de blessures, de remises en question et de choix déterminants.



Ph : DR

C'est cette autre facette de son parcours que la gymnaste algérienne Kaylia Nemour dévoile dans son premier ouvrage intitulé "'Ombre de l'or : La star des Jeux de Paris 2024 livre sa vérité", paru le 4 décembre 2025 aux éditions Alisio. Dans ce livre témoignage, réalisé avec la collaboration du journaliste Frédéric Brindelle, la championne olympique revient sur son parcours exceptionnel, depuis ses premières années dans la gymnastique jusqu'à son accession au sommet de la discipline, sans éluder les difficultés qui ont jalonné son chemin vers la consécration.

Présente vendredi au pavillon Palestine, à l'occasion du Salon international du livre d'Alger (SILA 2026), pour une séance de vente-dédicace de son ouvrage, Kaylia Nemour a souligné que ce livre permettrait au public de découvrir une autre facette de sa personnalité et de son parcours. "Vous allez me découvrir un peu plus à travers ce livre. J'y ai raconté toute mon aventure jusqu'au Championnat du monde de l'année dernière. J'espère que vous allez l'aimer. Merci beaucoup pour votre soutien au quotidien. Cela me fait très plaisir et me motive dans mes performances. Merci à l'ANEP de m'accompagner au quotidien, ainsi qu'au ministère des sports", a-t-elle déclaré.

À travers ce récit personnel, Kaylia Nemour entend notamment lever le voile sur les réalités moins visibles du sport de haut niveau. Elle évoque les exigences d'une discipline particulièrement contraignante, les sacrifices consentis dès son jeune âge, ainsi que les blessures qui ont marqué son parcours, notamment une longue période d'indisponibilité de plus d'une année, mettant à l'épreuve sa détermination et ses ambitions sportives. L'ouvrage revient également sur l'un des épisodes les plus marquants de sa jeune carrière : son choix de représenter l'Algérie sur la scène internationale. Une décision qui a suscité des controverses et constituant une étape déterminante dans son cheminement sportif et personnel. La gymnaste aborde aussi les circonstances qui l'ont amenée à vouloir s'affranchir d'un mode d'encadrement sportif qu'elle jugeait inadapté, exprimant son besoin de plus de liberté et d'autonomie dans la conduite de sa carrière. Une démarche qui, au-delà des considérations sportives, traduit sa volonté de retrouver un environnement dans lequel elle puisse évoluer et s'épanouir. Le titre " L'Ombre de l'or" prend ainsi tout son sens. Il renvoie à la réalité qui se cache derrière les images de podiums, les médailles et les célébrations, en mettant en lumière les épreuves personnelles et les moments difficiles qui accompagnent parfois les plus grandes réussites sportives. Sans se limiter à la narration d'une consécration olympique historique pour la gymnastique algérienne et africaine, cet ouvrage se présente comme le témoignage d'une jeune championne sur son parcours, ses choix et sa quête d'émancipation. Il apporte également un éclairage sur les exigences de la haute performance et sur la nécessité de placer l'athlète, son équilibre et son épanouissement au cœur du projet sportif. A travers cette démarche, Kaylia Nemour livre une autre lecture de son ascension, rappelant que derrière chaque médaille se trouve un parcours humain, avec ses sacrifices, ses obstacles et sa volonté de poursuivre ses rêves.

PUB

2E FESTIVAL INTERNATIONAL DU COURT-MÉTRAGE

Timimoun fait son cinéma sous les étoiles

La deuxième édition du Festival international du court métrage a été ouverte, jeudi soir, au théâtre de plein air de Timimoun, avec la participation de 36 court-métrages, et la présence d'invités d'une cinquantaine de pays étrangers. A cette occasion, la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a affirmé, dans une allocution diffusée par visioconférence, que la responsabilité de son secteur consiste à faire des festivals des espaces fédérateurs, rassemblant professionnels et passionnés de cinéma, tout en portant des idées innovatrices qui sauvegardent l'éclat de l'histoire et de la mémoire nationale et préservent de l'oubli le souvenir des sacrifices. Elle a également mis l'accent sur l'importance de faire revivre la mémoire nationale à travers des œuvres qui retracent les luttes des hommes libres et de notre glorieuse Histoire, tout en transmettant la passion du cinéma aux jeunes générations. De son côté, le wali de Timimoun, Souna Benamar, a indiqué que l'accueil par Timimoun de cet important rendez-vous international traduit la conviction que la culture constitue une composante essentielle du développement local, soulignant les efforts des pouvoirs publics ainsi que l'intérêt accordé par l'Etat au secteur de la culture, notamment à travers les moyens mobilisés pour soutenir la production cinématographique, accompagner l'innovation, valoriser le patrimoine culturel de la wilaya et contribuer à l'impulsion de l'activité économique et des services dans la région. Le programme du festival (5-10 novembre) prévoit la projection de films, l'organisation d'ateliers de formation, de tables rondes, de circuits touristiques et de soirées artistiques, ainsi que le déplacement des projections dans différentes communes de la wilaya grâce à un écran mobile, afin de faire bénéficier l'ensemble de la wilaya de l'ambiance du festival. Cette manifestation culturelle intervient dans le cadre de la stratégie du secteur visant à développer le cinéma en Algérie et à faire du pays une destination privilégiée pour les producteurs et les réalisateurs souhaitant y concrétiser leurs projets cinématographiques. La démarche repose notamment sur la mise en place d'un environnement favorable à l'investissement, à travers l'exploitation des sites historiques et des richesses naturelles comme décors de tournage et de réalisation cinématographique.

DES CAFÉS TRANSFORMÉS EN ESPACES CULTURELS

L'innovation du Festival du film arabe d'Oran

Le Festival international du film arabe d'Oran a lancé, jeudi, dans le cadre de sa 14e édition, l'initiative "Ciné Café", qui prévoit l'organisation de projections cinématographiques dans huit cafétérias de la ville d'Oran, indique un communiqué des organisateurs. Cette initiative vise à rapprocher le 7e art du public et à élargir les espaces d'échange autour des œuvres cinématographiques, précise la même source. Le programme de "Ciné Café" comprend la projection de trois courts métrages, à savoir "Eliedam" (Exécution) de Youcef Mehssas, "Les Murmures de l'aube" de Kamel Rouini et "Le Grand Défi" de Walid Bouchebah. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la volonté du festival d'étendre ses activités au-delà des salles de projection traditionnelles, en transformant les cafétérias en espaces culturels accueillant des projections cinématographiques et offrant au public l'occasion d'échanger ses avis et impressions sur les films, leurs contenus et les expériences de leurs réalisateurs. L'initiative ambitionne également de renforcer la participation culturelle et de permettre aux différentes catégories de la société de découvrir des œuvres cinématographiques dans une ambiance interactive, favorisant ainsi des débats directs autour du 7e art et rapprochant le festival de son environnement social et culturel. Selon les organisateurs, cette initiative témoigne de l'engagement du Festival international du film arabe d'Oran à renforcer sa présence au sein de la ville et à faire du cinéma une composante de la vie culturelle quotidienne de ses habitants, à travers la création de nouveaux espaces de rencontre et de dialogue entre les professionnels du cinéma et le public.

Recette du Jour



Sfiriya

Ingrédients (pour 6 à 8 personnes):

Pour les croquettes :
- 1 à 1 et 1/2 baguette pain rassi
- 2 oeufs
- 1 verre de lait tiède
- 1 c. à café de levure chimique
- 1/2 oignon
- 100 gr de fromage râpé
- 1/2 c. à café de sel
- 1/2 c.à café de poivre noir
- 1 pincée de cannelle

Pour la sauce :
- 4 cuisses de poulet
- 1 c. à soupe de smen beurre clarifié ou 3 cuillères à soupe d'huile
- 1 oignon
- 1 c. à café de sel
- 1/2 c. à café de poivre
- 1 bâtonnet de cannelle évitez la cannelle en poudre qui noircit la sauce
- 1 poignée de pois chiches trempés la veille ou en bocal
- 1 litre d'eau ajouter au besoin
- 1/2 litre de plus

INSTRUCTIONS

Coupez le pain rassi en petits morceaux et versez dessus le lait.
Laissez le pain absorber et malaxez avec vos doigts pour qu'il n'y ait pas de morceaux.
Ajoutez les épices, l'oignon, le fromage, la levure et l'oeuf (si la pate ne se ramasse pas ajouter le second jaune d'oeuf, donc on n'ajoute pas tout à la fois).
Mélangez bien avec vos doigts, laissez reposer une demi heure au réfrigérateur pour avoir de belles boules qui se tiennent par la suite.
Pendant ce temps, préparez votre sauce. Lavez les morceaux de poulet.
Faites revenir l'oignon, et les morceaux de poulet dans le smen, sur feu doux, jusqu'à ce qu'il ait une belle couleur, ce qui donnera du goût et un peu d'onctuosité à la sauce.
Une fois que l'oignon a bien fondu,ajoutez les pois chiches trempés la veille, la cannelle, le sel et le poivre noir ainsi que l'eau puis laissez mijoter à couvert jusqu'à ce que le poulet soit bien cuit et que la sauce soit réduite.
Si vous utilisez les pois chiches précuites ou en boite ajoutez les 10 minutes avant la fin.
Sortez votre préparation du réfrigérateur et commencez à former des boulettes de taille moyenne, plus grosses que des boulettes de viande hachée par exemple.
Si votre mélange colle sur les doigts, mouillez légèrement la paume de vos mains et formez vos boulettes ou petites galettes.
Faites les frire dans un bain d'huile bien chaud pour leur donner une belle couleur dorée. Réservez.
Au moment de servir, présentez vos boulettes tout autour de votre plat, placez au centre les morceaux de poulet avec les pois chiches et arrosez de quelques louches de sauce. Parsemez de persil et dégustez.

Gâteau du Jour

Gâteau d'anniversaire



INGRÉDIENTS

- 230 g de lait
- 500 g de crème liquide
- 4 jaunes d'oeufs, 3 oeufs
- 160 g de chocolat noir
- 250 g de chocolat au lait
- 400 g de mascarpone
- 130 g de farine
- 20 g de cacao en poudre sans sucre
- 5 g de levure chimique, sel
- 130 g de sucre, 45 g d'huile

Étapes

1-Commencer la pâtisserie au moins un jour avant la fête avec le crémeux chocolat. faire chauffer doucement 160 g de lait et 160 g de crème jusqu'à l'apparition de bulles. dans un saladier à part, mélanger les 4 jaunes avec 20g de sucre jusqu'à ce que le mélange blanchisse. verser la moitié du mélange lait-crème dans le saladier et fouetter jusqu'à ce que la préparation soit homogène. verser l'ensemble du saladier dans la casserole et cuire doucement en mélangeant à la spatule jusqu'à ce que la préparation soit très légèrement épaissie. verser la crème chaude sur le chocolat noir coupé en morceaux et mélanger jusqu'à ce que le chocolat soit fondu et incorporé à la crème. mettre du film alimentaire dans le fond des cercles à pâtisserie pour empêcher la crème de s'enfuir. mettre les cercles filmés sur une plaque (plus facile pour la mise au congélateur sans pépin). puis, répartir la crème dans les cercles. laisser reposer au congélateur pendant une nuit au moins.

Étape 2/5

2-Continuer avec la ganache montée au chocolat au lait car elle mérite elle aussi une bonne nuit de repos avant d'être dégustée. faire chauffer 340 g de crème liquide jusqu'à ébullition. verser 1/3 de la crème sur le chocolat au lait et mélanger. verser la moitié de la crème et mélanger encore. puis verser la crème restante et mélanger jusqu'à ce que la ganache soit parfaitement lisse. déposer du film alimentaire sur la préparation, en faisant attention à ce qu'il n'y ait pas d'air entre la ganache et le film pour éviter une croute. laisser reposer au frigo toute une nuit.

3-Pour le biscuit, il est possible de le préparer la veille et de le conserver dans une boite hermétique ou de le faire le jour-J. dans tous les cas préchauffer le four à 150°c. Tamiser les poudres : la farine, la levure et le cacao en poudre. Ajoutez-y ensuite 80 g de sucre et le sel. Séparez le blanc des jaunes de vos 3 oeufs. Montez les blancs en neige en ajoutant progressivement les 30 g de sucre. Attention vos blancs doivent être encore un peu mousseux, s'ils sont trop fermes vous risquez de les casser en les mélangeant. Mélangez les jaunes avec l'huile et le lait. Ajoutez cette préparation liquide a la préparation sèche (farine, etc) et mélangez à l'aide d'une maryse. Ajoutez ensuite les blancs montés et mélangez-les délicatement sans les écraser, toujours avec une maryse. Arrêtez dès que le mélange est bien homogène. Versez la pâte dans votre cercle ou votre moule de 18 cm et enfournez pour 1 heure à 150°C. Ne graissez surtout pas votre cercle, c'est très important ! Votre chiffon cake doit accrocher sur les bords de votre moule pour ne pas retomber après la cuisson. Pour ne pas déborder, votre cercle doit faire minimum 6 cm de hauteur. Laissez le chiffon cake



refroidir, avant de le démouler en passant un petit couteau ou une spatule le long du cercle.

4- fouetter à pleine vitesse la ganache au chocolat au lait (celle qui est dans le frigo) jusqu'à ce qu'elle s'éclaircisse. ajouter le mascarpone et continuer de fouetter activement jusqu'à ce que le mélange soit homogène et qu'il se tienne

5- montage : couper le biscuit cacao en 3 couches. disposer un premier étage de biscuit sur le plat de présentation. garnir d'un peu de ganache montée, ajouter un disque de crème au chocolat noir congelé. et ajouter encore un peu de crème. une fois que l'étage est complet et bien lisse, ajouter un nouveau disque de biscuit et ainsi de suite. pour la dernière couche de biscuit, mettre le côté le plus joli vers le haut, car cette partie sera visible. ajouter la ganache restante sur les côtés pour faire de beaux joints entre les couches du gâteau. décorer selon vos envies, sans oublier les bougies !

Conseil du Jour

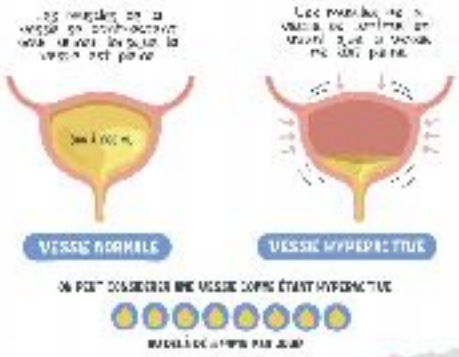
Techniques pour contrer l'acné

1) Ne pas éclater ses boutons
2) Utiliser les bons produits
3) Éviter l'exposition au soleil
4) Ne pas stresser, rester cool
5) Hydrater sa peau
6) Se faire un masque en argile

Le saviez-vous ?



LA VESSIE HYPERACTIVE



Bon à savoir !

COMMENT ADOUCIR UN PLAT TROP ÉPICÉ?

Vous avez eu la main un peu lourde sur les épices? Épluchez une pomme de terre, coupez-la en deux et ajoutez-la dans votre sauce ou plat mijoté : elle va absorber le surplus d'épices. Pensez à la retirer avant la dégustation…

Astuce du jour:

COMMENT ÉVITER QUE LES POMMES DE TERRE NE GERMENT? conservez-les dans un endroit frais et sec, à l'abri de la lumière. Puis l'astuce de grand-mère pour retarder la germination et faire en sorte que vos pommes de terre restent fermes : placez une pomme à l'intérieur du sac à patates.

CITATION DU JOUR

« La beauté commence au moment où vous décidez d'être vous-même. »

Le Courrier d'Algérie
Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénium Presse

Siège social : Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30
Compte bancaire : BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant : Ahmed TOUMIAT
Administration-publicité :
Tél. / Fax. : 023 70 94 27
Rédaction :
Tél. : 023 70 94 35 / 023 70 94 22 / 023 70 94 30 / 023 70 94 31
Fax. : 023 70 94 26
Composition : PAO Le Courrier d'Algérie

« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : l'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité »
Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.
Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42
Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran @anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression : - Centre : SIA - Est : SIE - Ouest : SIO

Nos bureaux régionaux
Tizi Ouzou : 3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine **Tél. /Fax. :** 026 20 20 66
Oran : 6, avenue Khedim Mustapha **Tél. / Fax. :** 041 39 45 73
Bouira : Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerrouf -Bouira. **Tél. / Fax. :** 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgerie@yahoo.fr redaction_courrier@yahoo.fr

Les courses en direct



HIPPODROME GUIRRI AISSA BENSAKER - BARIKA
DIMANCHE 8 NOVEMBRE 2026 - PRIX : TADJ RASSI - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 000 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 16H00
QUARTÉ - QUINTÉ

Une épreuve propice aux surprises

Sur le tracé ultra-rapide de 1000 mètres de l'hippodrome de Barika, le Prix Tadj Rassi, support des paris PMU quarté et quinté, s'annonce particulièrement indécis avec un peloton de 12 partants en quête totale de rachat. Aucun des concurrents n'ayant figuré dans un top 4 depuis le 1er avril 2026, la jument Nour Echams se détache légèrement grâce à sa récente régularité (deux encourageantes 5èmes places) et ses 35 000 DA de gains, bien qu'elle soit contrainte de porter une petite charge pondérale. Toutefois, la victoire pourrait bien basculer du côté des véritables spécialistes de la vitesse qui retrouvent leur distance de prédilection, à l'image des mâles Orgaid et DM Chihab, ainsi que des femelles Vitatune et Djawda El Mesk, tous capables de survoler les débats s'ils retrouvent leur meilleur niveau. Si Anissa du paon semble s'attaquer à trop forte partie, il conviendra de se méfier des autres participants, discrets mais aptes aux tracés réduits, capables de brouiller les cartes d'une arrivée qui s'annonce riche en surprises et qui exigera de privilégier les combinaisons élargies pour espérer décrocher le bon ticket.

PROPRIÉTAIRES	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
M. SELLAMI	1	NOUR ECHAMS	MS. AIDA	56	12	PROPRIÉTAIRE
KH. CHAREF KHODJA	2	VITATUNE	CH. ATTALLAH	56	6	PROPRIÉTAIRE
CB. MISSAOUI	3	ORGAID	A. KOUAOUCI	55	11	A. KOUAOUCI
ABZ. KHODJA	4	DM. CHIHAB	AB. ATTALLAH	55	4	PROPRIÉTAIRE
AD. LAGHOUAG	5	BOUAA	S. BENYETTOU	55	2	PROPRIÉTAIRE
A. BOUAKAZ	6	WANISAF	F. CHAABI	55	5	PROPRIÉTAIRE
Z. MIMI	7	MANDARINA	O. CHEBBAH	54	10	PROPRIÉTAIRE
SR. GUIRI	8	RIFAIA (0)	AB. AIDA	54	8	H. FERHAT
AD. LAGHOUAG	9	RAMZ EL MAJD	JJ : S. ATALLAH	54	9	PROPRIÉTAIRE
M. SELLAMI	10	DJAWDA EL MESK	D. BOUBAKRI	52	7	PROPRIÉTAIRE
M. SELLAMI	11	ANISSA DU PAON	AB. SID	52	1	PROPRIÉTAIRE
T. BENSAID	12	JAOUHARET ERIF	AH. CHAABI	51	3	PROPRIÉTAIRE

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. NOUR ECHAMS. C'est la seule qui totalise un gain de 35 000 DA, grâce à ses 2 dernières sorties à deux reprises 5ème place, sa régularité lui confère une chance logique.

2. VITATUNE. Méfiance ! cette femelle alezan de 7 ans a déjà été victorieuse dans un parcours similaires à celui du jour et reprise par la fine cravache, CH. Attallah, elle visera une place en bon rang à l'arrivée.

3. ORGAID. Malgré son absence depuis le début du meeting d'hiver son talentueux entraîneur jockey A. Kouaouci n'engage jamais pour rien, visera les plus hautes marches du podium.

4. DM. CHIHAB. Il n'a pratiquement raté aucune sortie, ce qui en fait un favori logique pour terminer dans la bonne combinaison.

5. BOUAA. Il a pour lui uniquement la monte du jour, sinon rien de probant à son actif.

6. WANISAF. Elle vient de reprendre les courses cette jument de métier cependant, ses fréquents changements de monte risquent de la handicaper, à cocher dans une large.

7. MANDARINA. Il semble qu'elle cherche sa course, cette protégée de l'écurie Z. Mimi deux fois 7ème dans des lots plus robustes à celui du jour, confiée à un jockey de métier, elle peut venir créer la surprise.

8. RIFAIA. Elle reste sur deux échecs dans des distances de vitesse, espérons cette fois que son efficace entraîneur H. Ferhat trouvera le défaut, car c'est une sprinteuse de qualité.

9. RAMZ EL MAJD. Vu le lot présent, ce mâle bai de 5 ans n'aura pas la tâche facile. À revoir.

10. DJAWDA EL MESK. Elle fait son retour cette spécialiste des parcours de vitesse, elle a les moyens de survoler les débats.

11. ANISSA DU PAON. Barrée en théorie.

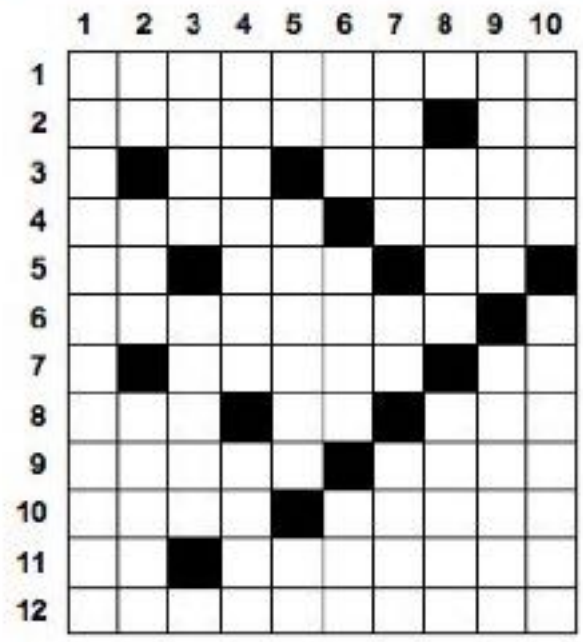
12. JAOUHARET ERIF. À revoir.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC
4. DM CHIHAB - 3. ORGAID - 1. NOUR ECHAMS - 2. VITATUNE - 10. DJAWDA EL MESK

LES CHANCES
6. WANISAF - 8. RIFAIA

Mots croisés



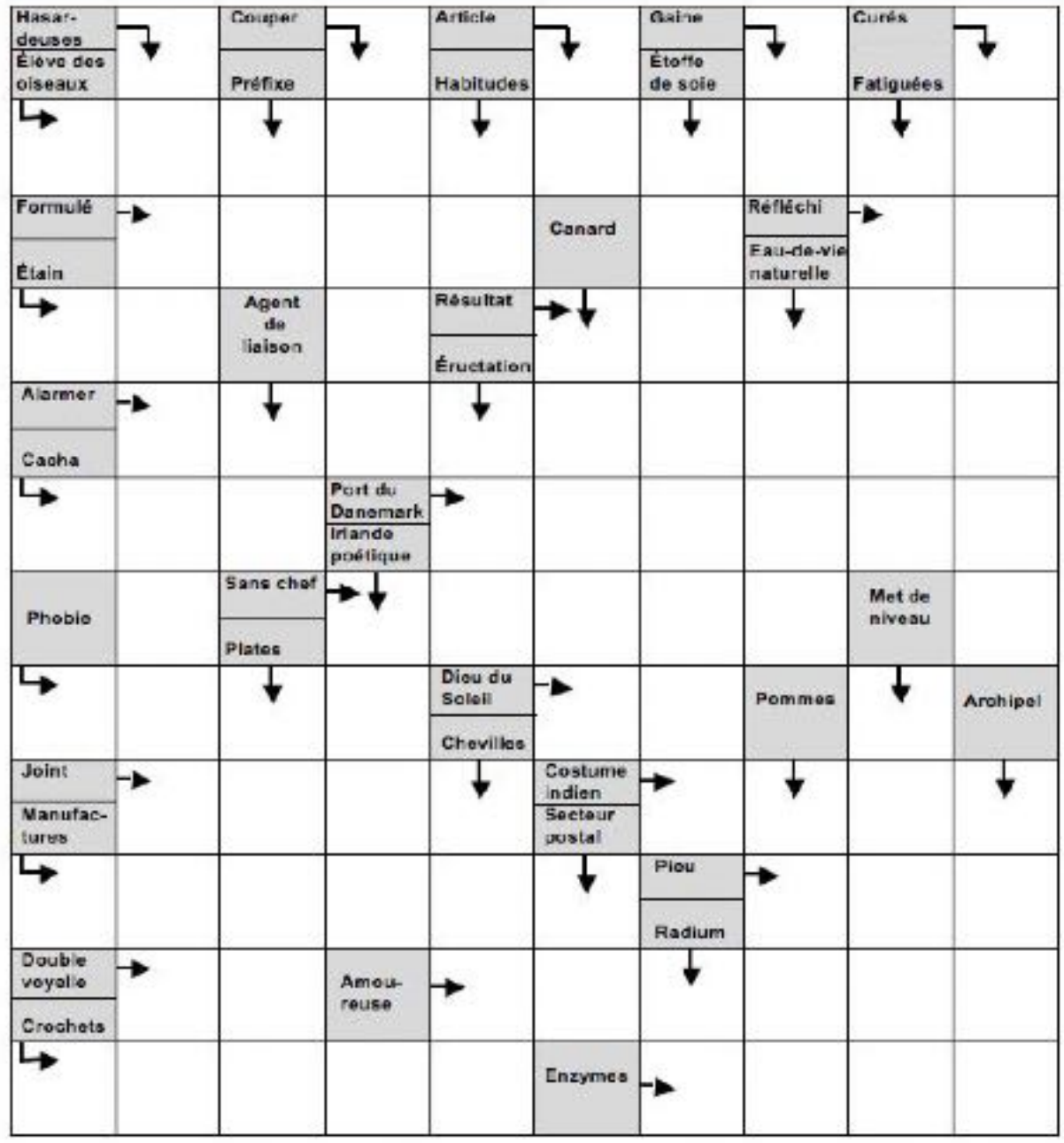
HORIZONTALEMENT

1 - Gérante d'un hôtel - 2 - Renouvelé - Pour dans - 3 - Copulative - Congénitale - 4 - On la tient pour diriger - Élytre - 5 - En tête - Un sot entre deux seaux - Césium - 6 - Liberté d'agir - 7 - Coins chauds - Possessif - 8 - Meule - Suit le docteur dans sa spécialité - À travers - 9 - Dénouement - Géniteur - 10 - Trous muraux - Réfléchis - 11 - Conjonction - Butés - 12 - Maladie contagieuse.

VERTICALEMENT

1 - Aventures - 2 - Double voyelle - Recueil amusant - Vipère - 3 - Rejeter - Comprimé - 4 - Tentation - Employer - 5 - Introduit en famille - Apparition - Phase lunaire - 6 - Signal d'alarme - Grugées - En métal - 7 - Victoire de Napoléon - De dos - Comme une carpe - 8 - Ville française - Ivre - 9 - Effectifs - Africain - 10 - Prince troyen - Cosse.

Mots fléchés



Mots masqués

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

Mal de mer (9 lettres)

G	E	M	U	T	R	E	M	A	E	S	R	U	O	C	E	E	E
G	A	E	S	I	R	P	E	U	T	E	R	R	A	N	S	C	S
T	A	R	N	I	E	R	D	S	R	A	P	E	I	O	N	E	E
R	N	L	G	N	A	N	E	T	N	E	R	A	R	A	R	T	E
E	T	E	E	A	E	G	A	I	N	E	B	U	T	P	N	N	E
I	E	N	V	T	N	R	U	P	B	U	A	S	E	I	I	N	E
T	B	I	E	E	E	T	V	O	A	M	I	N	A	S	I	S	F
R	R	R	A	P	E	I	U	C	A	D	T	R	U	R	R	E	P
U	O	B	R	T	R	R	T	A	O	A	T	O	I	E	L	E	N
O	S	I	I	T	R	S	A	A	S	N	M	P	V	I	R	E	V
C	S	M	U	A	I	V	T	T	O	I	S	A	N	T	I	A	R
E	I	O	S	A	E	E	I	C	L	A	T	O	E	L	I	E	T
L	S	Q	L	N	L	C	M	A	L	I	N	P	R	N	I	N	E
E	U	A	U	U	O	L	I	E	U	C	E	R	A	T	E	O	M
E	P	E	M	T	H	N	A	G	A	R	U	O	E	R	T	L	R
S	R	U	O	C	E	R	E	G	A	R	U	O	C	I	E	E	U
E	S	S	U	O	R	F	E	R	B	E	T	R	E	V	I	R	O
D	N	A	G	I	R	B	E	E	E	N	R	U	O	T	D	F	G

N. B. : une même lettre peut servir plusieurs fois

AMAUROSE - AMERTUME - ARRET - ASPIRINE - ASTICOT - AUBAINE - AVENUE - AVERSE - BOURRASQUE - BRIGAND - BRIN - CONSORT - CONTRAINTE - COURAGE - COURS - COURTIER - DIETE - DISTANCE - EPARS - EPRISE - ETENDUE - ETIER - EVENT - FELIN - FRELON - FROUSSE - GAINE - GALET - GARGANTUA - GOURMET - LIEN - LIMITE - LIMOUSINE - MALIN - MULETA - OURAGAN - PALAIS - PERTE - RAPT - RECOURS - RECUEIL - REIN - RENTE - REPRISE - SERPENT - SORBET - TOURNEE - VAIN - VERTEBRE - VIRTUOSE.

Solutions du précédent numéro

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT :

1. Comitiales - 2. Oraison - Ne - 3. Mât - En - R.T.A - 4. MC - St - Féru - 5. Illisible - 6. Née - Er - Ies - 7. Aspe - Alèse - 8. Ôta - Is - 9. Ouragan - Pt - 10. Initié - Gai - 11. Rad - Traite - 12. Eues - Ester.

VERTICALEMENT :

1. Comminatoire - 2. Oracles - Unau - 3. Mat - Léporidé - 4. Il - Si - État - 5. Tsé-tsé - Agit - 6. Ion - IRA - Aère - 7. An - Fb - Lin - As - 8. Reliés - Gît - 9. Entrées - Pâté - 10. Seau - Sentier.

MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT :

Éristale - Aliéné - Me - Amère - Vous - Psi - Rusés - Do - Suer - Te - Nô - Eu - Assise - Ré - Id - Na! - Lé - Ruées - Nu - Trêve - Saï - Mess - Tiers.

VERTICALEMENT :

Crampons - Ute - Îles - Osiers - Osiris - Idées - Tee - Uns - Sv - Tan - Ré - En - Et - Levure - An - Té - Os - Ur - Usé - Muet - El - Ar - Pressés - Émis.

MOTS MASQUÉS

FLACHERIE

2026 sera "probablement" la 2e année la plus chaude jamais enregistrée dans le monde

L'année 2026 sera "probablement" la 2e plus chaude enregistrée dans le monde, a jugé vendredi l'Observatoire européen Copernicus, après un record mensuel en octobre, sous l'effet d'un phénomène El Nino exceptionnel s'ajoutant au réchauffement climatique d'origine humaine. "2026 sera très probablement la deuxième année la plus chaude jamais enregistrée, avec environ 20 % de chances d'égaler ou de dépasser 2024, actuellement l'année la plus chaude jamais enregistrée", a indiqué Copernicus dans son bulletin mensuel. Il est par ailleurs "désormais quasi certain que l'année 2026 dépassera le seuil de 1,5 C par rapport aux niveaux moyens préindustriels, devenant ainsi la deuxième année civile à franchir ce cap après 2024", a ajouté Copernicus. Cela ne signifie pas pour autant que l'objectif le plus ambitieux de l'accord de Paris est révolu, ce seuil devant être franchi sur une période beaucoup plus longue pour être considéré comme officiellement dépassé. Néanmoins, les scientifiques s'accordent à dire que ce dépassement, au moins temporaire, apparaît comme inéluctable et pourrait même être effectif d'ici 2030. Copernicus indique par ailleurs qu'octobre 2026 a été, à l'échelle mondiale, le mois d'octobre le plus chaud jamais enregistré sur la planète avec une température moyenne de l'air supérieure de 1,75 C à celle de l'époque préindustrielle. "Il s'agit du troisième mois consécutif à dépasser le seuil de 1,5 C", souligne le réseau européen. Les températures à la surface des océans et des mers de la planète atteignent également des records pour un mois d'octobre.

Arrestation de trois individus à El Eulma pour un vol de 205 millions de centimes

Les services de sécurité de la daïra d'El Eulma, dans la wilaya de Sétif, ont réussi à démanteler un réseau criminel spécialisé dans le vol à l'aide de fausses clés, procédant à l'arrestation de trois individus. L'affaire a éclaté suite à la plainte d'un commerçant du centre-ville, victime d'un important vol d'argent dans son local. L'exploitation des caméras de surveillance a permis d'identifier et d'arrêter un premier suspect de 26 ans, qui a reconnu les faits, impliquant deux complices de 25 ans et l'utilisation d'une moto. Une perquisition, autorisée par le parquet, a mené à la découverte du butin, estimé à 205 millions de centimes, caché au domicile familial du suspect principal dans une ville voisine. L'argent a été restitué à la victime, et les trois mis en cause ont été présentés devant la justice après la constitution d'un dossier pénal pour vol.

Boxe : Imane Khelif fera ses débuts professionnels le 15 décembre prochain

La championne olympique algérienne de boxe, Imane Khelif, effectuera ses débuts sur le ring professionnel le 15 décembre prochain à Paris, où elle affrontera la Néerlandaise Clarida Sarabia dans la catégorie des super-welters (-69,853 kg), a annoncé son promoteur lors d'une conférence de presse tenue dans la capitale française. Le combat, prévu au Palais de la Mutualité, se déroulera en six rounds de deux minutes. Il marquera le retour à la compétition de la pugiliste algérienne, absente des rings depuis son sacre olympique dans la catégorie des -66 kg aux Jeux de Paris 2024. Initialement programmés le 23 avril dernier à la salle Wagram, à Paris, ses premiers pas chez les professionnels avaient été reportés en raison d'une blessure à l'épaule gauche. Son adversaire, la Néerlandaise Clarida Sarabia, âgée de 21 ans et d'origine colombienne, affiche un bilan de quatre victoires avant la limite et aucune défaite. Elle occupe la 22e place du classement mondial de BoxRec, sur un total de 87 boxeuses référencées. "La boxe m'a manqué. Il est temps de passer professionnelle. J'ai surmonté les difficultés et les polémiques, je sais où je vais et je fais ce que j'aime", a déclaré Khelif lors de la conférence de presse. Interrogée sur une éventuelle participation aux Jeux olympiques de Los Angeles 2028, la championne algérienne est restée prudente, indiquant ne pas pouvoir se prononcer en raison des plaintes qu'elle a déposées contre World Boxing concernant les tests de féminité. Son entraîneur Kamel Abdesselem, qui travaille avec Nasser Lalaloui, a estimé que sa protégée n'avait "aucun intérêt à disputer de nouveau les Jeux", rappelant qu'elle est déjà championne olympique. Agée de 27 ans, Imane Khelif s'est rapprochée de l'organisateur de galas de boxe et de sports de combat Yacin Berrabah pour lancer sa carrière professionnelle, après avoir mis fin à sa collaboration avec son précédent promoteur, Brahim Asloum, en raison notamment des difficultés financières liées à l'organisation de son premier combat.

Fraude fiscale et blanchiment :Plus de 163 milliards de centimes récupérés et 59 arrestations à Constantine



Les enquêteurs du Service régional de lutte contre le crime organisé (SRLCO) de l'Est, à Constantine, ont réussi à récupérer des avoirs financiers et immobiliers d'une valeur totale estimée à plus de 163 milliards de centimes, issus de la fraude fiscale et du blanchiment d'argent, et ont arrêté 59 personnes appartenant à un réseau criminel organisé actif dans la falsification de documents bancaires et commerciaux, la fraude fiscale et le blanchiment de capitaux, a indiqué vendredi un communiqué des services de la Sûreté nationale. Le communiqué indique que le traitement de cette affaire est intervenu ''à la suite d'enquêtes approfondies menées par les éléments du service régional sur des transactions financières suspectes ramifiées à travers plusieurs wilayas du pays, lesquelles ont permis de mettre en lumière le stratagème trompeur adopté sous couvert de registres de commerce fictifs et de transactions commerciales illusoires''. "Ce stratagème a permis de détourner d'immenses sommes d'argent de leur circuit légal, causant un préjudice financier au Trésor public dépassant 1.600 milliards de centimes", est-il souligné. L'opération, menée sous la supervision du parquet compétent, s'est soldée, selon le communiqué, par '' la saisie de documents commerciaux fictifs et de faux cachets, ainsi que la récupération de biens et d'actifs financiers provenant des activités criminelles du réseau, comprenant 32 biens immobiliers (des villas, des appartements de luxe, des logements et des locaux commerciaux), 35 véhicules de différents types et catégories, des bijoux et des métaux précieux d'un poids total de plus de 5 kilogrammes, une somme d'argent s'élevant à plus de 400 millions de centimes, ainsi que le gel de 119 comptes bancaires'', précise la même source. Le communiqué conclut que les suspects ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal d'El Hadjar (Annaba).

Nigéria: plus de 66 000 personnes fuient l'insécurité vers le Niger et le Bénin



Plus de 66.000 Nigérians ont fui l'insécurité croissante au nord-ouest vers le Niger et le Bénin voisins depuis janvier, a alerté le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), qui lance un appel de fonds en urgence. Depuis le début de l'année, "plus de 66.000 Nigérians" ont fui vers le Niger, au nord, et le Bénin, à l'ouest, "soit trois fois plus qu'au cours de la même période en 2025", a indiqué le HCR, dans un communiqué. La même source indique que près de 60.000 réfugiés ont été recensés au Niger à la mi-octobre dans les régions frontalières de Tahoua et de Diffa, tandis qu'au Bénin, les arrivées se multiplient dans les zones frontalières, où les capacités d'intervention demeurent limitées, ajoute l'organisme onusien. "Face à l'aggravation de cette crise transfrontalière", le HCR indique avoir lancé un appel de fonds de 2 millions de dollars pour financer des opérations d'urgence entre novembre 2026 et janvier 2027.

8 décès et 455 blessés sur les routes en 48 heures

Huit (8) personnes sont décédées et 455 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas du pays, a indiqué hier un bilan de la Protection civile. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de premières urgences à 14 personnes incommodées par le monoxyde de carbone, émanant d'appareils de chauffage et chauffe-bains à l'intérieur de leurs domiciles respectifs dans les wilayas d'Alger (5) et de Médéa (9), ajoute la même source, déplorant toutefois la mort par asphyxie au même gaz d'un jeune homme (19 ans) dans la daïra de Mechroha, dans la wilaya de Souk-Ahras. En outre, les secours de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 6 incendies urbains et divers dans les wilayas d'Alger, Boumerdès, Béjaia, El Oued et Blida, note le bilan, relevant qu'un mort a été enregistré dans un incendie qui s'est déclaré dans un véhicule sur l'autoroute Est-Ouest, au niveau de la commune de Oued-Djer, dans la wilaya de Blida.

Le chef d'une secte au Kenya condamné à 200 ans de prison pour la mort de 191 personnes



Le gourou d'une secte évangélique apocalyptique, jugé coupable du meurtre de 190 enfants et d'un adulte après avoir encouragé ses disciples à mourir de faim pour "rencontrer Jésus", a été condamné vendredi à 200 ans de prison. Des centaines de corps avaient été découverts en 2023 dans l'arrière-pays près des plages de Malindi, dans le sud. Le mois dernier, le tribunal de la ville portuaire de Mombasa, au bord de l'océan Indien, a jugé le pasteur autoproclamé et ancien chauffeur de taxi Paul Mackenzie, ainsi que 28 complices, coupables des meurtres de 190 enfants et d'un adulte entre janvier 2021 et septembre 2023. Sur les 28 coaccusés, 26 ont été condamnés à des peines comprises entre 100 et 160 années de prison et deux ont écopé de 10 ans d'emprisonnement. Le parquet avait réclamé en début de semaine la peine capitale pour le gourou, une disposition inscrite dans la loi kényane, mais qui n'a plus été exécutée depuis 1987. Selon les survivants, "à Shakahola, la mort était célébrée comme un mariage avec Jésus, les défunts étant considérés comme des héros de la foi", a détaillé la juge. Lors du procès, les témoins ont décrit un mouvement qui dénonçait l'enseignement formel comme "satanique", considérait la médecine moderne et les hôpitaux comme des instruments du diable, et exigeait de ses adeptes qu'ils se retirent du monde dans un ranch de 325 hectares de la forêt de Shakahola, une vaste zone de "bush" de la côte kényane. Le gourou avait été arrêté en avril 2023, après que certains fidèles avaient été secourus lorsqu'un groupe de défense des droits humains avait alerté les autorités.

EXPRESS- HISTORIQUE

Le Chacal et l'Âne (6)



MÉTÉO D'ALGER
Dimanche 8 novembre 2026
24 °C / 17 °C
Dans la journée : Nuageux
Vent : 18 km/h
Humidité : 64 %
Dans la nuit : Nuageux
Vent : 13 km/h
Humidité : 68 %

Le Courrier d'Algérie
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN

HORAIRES DES PRIÈRES
Dimanche 28 djoumad el-aoual 1448
Dohr : 12h32
Assar : 15h23
Maghreb : 17h48
Îcha : 19h08
Lundi 29 djoumad el-aoual
Sobh : 05h51
Chourouk : 07h20

TOURISME

Plus de 2100 guides touristiques formés en anglais spécialisé

Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, en coordination avec le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, lancera à partir d'aujourd'hui une session de formation en anglais spécialisé au profit de plus de 2100 guides touristiques à travers les différentes wilayas du pays.



Prévue jusqu'au 19 novembre en cours, cette session s'étalera sur dix jours, à raison de six heures de formation par jour. Elle concerne plus de 2100 guides touristiques ayant préalablement passé un test de positionnement entre le lundi 2 et le jeudi 5 novembre en cours, au niveau des établissements et centres de formation et d'enseignement professionnels. Selon un communiqué du ministère, « cette initiative s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'Etat visant à qualifier et valoriser les ressources humaines afin d'améliorer les compétences professionnelles des acteurs du secteur touristique, notamment les guides touristiques et les gestionnaires d'établissements hôteliers, et de garantir une expérience touristique de qualité répondant aux standards internationaux ». La formation, qui intervient dans le cadre de la convention-cadre conclue entre les deux ministères, vise notamment à renforcer les compétences linguistiques des guides touristiques afin de faciliter l'accompagnement des touristes étrangers et d'assurer des prestations répondant aux exigences professionnelles, tout en valorisant les richesses culturelles et historiques de l'Algérie. Elle entend également renforcer les capacités des guides touristiques, considérés comme les interlocuteurs directs et les ambassadeurs locaux de la destination Algérie, afin de contribuer à l'amélioration de la qualité de l'accueil et de l'hospitalité. Cette démarche s'inscrit dans une stratégie intégrée du ministère du Tourisme et de l'Artisanat visant à investir dans les ressources humaines, considérées comme un pilier essentiel de l'amélioration de la qualité des services touristiques. Le ministère a, à ce titre, réaffirmé son engagement à poursuivre l'accompagnement des professionnels et à intensifier les programmes de formation, en vue d'encadrer et d'accompagner la croissance du secteur touristique et de faire du tourisme algérien un levier du développement durable.

L.Zeggane

DGSN

Plus de 2 quintaux de kif traité en provenance du Maroc saisis

Les brigades opérationnelles de la Sûreté nationale ont procédé, lors d'opérations successives menées dans les wilayas de l'Ouest du pays, à la saisie de plus de deux quintaux de kif traité en provenance du Maroc, à l'arrestation de 28 individus et au démantèlement de 10 réseaux criminels spécialisés dans le trafic illicite de drogue, selon un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) rendu public hier.
"Dans le cadre de la lutte contre toute forme de criminalité organisée, les brigades opérationnelles de la Sûreté nationale ont réussi, à la faveur d'opérations successives menées dans les wilayas de l'Ouest du pays, à neutraliser les activités de réseaux criminels spécialisés dans le trafic illicite de drogue, avec la saisie de 205 kg de kif traité en provenance du Maroc", selon le communiqué. Ces opérations, "menées sous la supervision des parquets compétents, par les éléments des brigades opérationnelles de la Sûreté nationale à Tlemcen, Nâama, Oran et Béchar, se sont soldées par l'arrestation de 28 individus et le démantèlement de dix réseaux criminels opérant dans les wilayas de l'Ouest et dont les activités criminelles s'étendent à d'autres wilayas du pays". Ces opérations ont également permis "la saisie de 13 véhicules touristiques et de 02 motocyclettes utilisés dans cette activité criminelle, ainsi que la récupération d'une somme en monnaie nationale dépassant un milliard de centimes, issue des revenus criminels". Ainsi, les mis en cause ont été présentés devant les procureurs de la République près les tribunaux d'Oran, de Nâama, de Tlemcen et de Béchar, conclut le communiqué.

R. N.

SONATRACH

Le PDG inspecte le projet de la station de dessalement de Sidi Laâdjel

Le président-directeur général du groupe Sonatrach, Noureddine Daoudi, accompagné de plusieurs hauts responsables du groupe, a effectué, hier, une visite d'inspection du projet de réalisation de la station de dessalement de l'eau de mer de Sidi Laâdjel, située dans la commune de Khadra, à l'est de Mostaganem, afin de s'enquérir de l'état d'avancement des travaux. Cette visite, consacrée à un projet inscrit dans le cadre du deuxième programme complémentaire décidé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a notamment permis d'examiner les plans de travail et de s'assurer du respect des délais de réalisation impartis, a indiqué à l'APS le directeur général adjoint de l'Algérienne des Eaux de Mer (ADEM), chargé de la communication, Mouloud Hachelaf. A cette occasion, le PDG de Sonatrach, accompagné du directeur général de l'Algérienne des Eaux de Mer, du directeur général de la Société algérienne de réalisation des projets industriels (filiale du groupe Sonatrach), ainsi que du wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, s'est rendu sur le chantier pour constater de visu l'avancement des travaux, qui se poursuivent conformément au programme arrêté.

R. N.

BOUMERDÈS

Saisie de 100 quintaux de pomme de terre à Bordj Menaïel

Dans le cadre des opérations de contrôle quotidien des marchés, les agents de l'inspection territoriale du commerce de Bordj Menaïel, accompagnés des services de sécurité locaux, ont intercepté et saisi une cargaison de 100 quintaux de pommes de terre à bord de deux camions de transport de marchandises dans la wilaya de Boumerdès. Cette importante intervention, menée par la Direction du commerce pour réguler et surveiller la distribution de ce produit de large consommation, a été appliquée suite au non-respect des réglementations commerciales et des lois en vigueur par les opérateurs concernés.

R. S.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

L'avancement des projets de "Hyundai" en Algérie examiné

Le ministre de l'Industrie, Farid Kourtel, a reçu, hier au siège du ministère, une délégation de la société "Hyundai Motor Manufacturing Algeria", en présence de représentants d'entreprises coréennes de sous-traitance opérant dans le domaine de la fabrication de pièces détachées et de composants automobiles, ainsi que de cadres du ministère, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre a été consacrée à l'évaluation de l'état d'avancement du projet d'investissement de la société en Algérie en vue du lancement effectif de la fabrication. La rencontre a également permis d'examiner les moyens de développer les partenariats industriels avec les fournisseurs et les entreprises coréennes de sous-traitance, tout en élargissant les opportunités de coopération avec les opérateurs locaux, notamment les entreprises algériennes de sous-traitance, afin de renforcer la production locale des composants automobiles et d'augmenter le taux d'intégration locale. La même source a précisé que le secteur de l'Industrie continuera d'accompagner ce projet et de lui apporter le soutien nécessaire à la satisfaction de ses exigences, à travers le renforcement de la coordination avec les différentes parties concernées, en vue d'accélérer son entrée en production.

R. E.

SOUS-RIRE

